

Local development planning **Citizens at the centre of the process**

Pp 18-40



ACTUALITÉS

Gestion de l'eau

**La commune de Meyomessala
rétrocède des ouvrages à la
Camwater P. 10**



FOCUS

Mobilité communale

**L'utilisation des motos offertes
préoccupe Pp. 15-17**



GOUVERNANCE

Evaluation

**La phase pilote du SCORECARD
au scanner P. 43**

Chers Maires, le Plan Communal de Développement (PCD) est votre boussole. Faites - en bon usage !!!

Des hommes précisent leurs besoins...



Un organisme d'appui local
accompagne chaque commune



... Un groupe de femmes expose ses idées
lors de la séance de planification communale



Le PCD utile lors de toute négociation

**A ce jour, 329 communes des 10 régions disposent
d'un Plan Communal de Développement financé par le PNDP**



Philemon Yang
Premier Ministre, Chef du Gouvernement



Emmanuel Nganou Djoumessi
Ministre de l'Economie, de la Planification et de
l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)



Yaouba Abdoulaye
Ministre Délégué auprès du MINEPAT
chargé de la Planification



Gilbert Didier Edoa
Secrétaire Général du MINEPAT

Sommaire



Directeur de la Publication :
Marie Madeleine Nga

Rédacteur en chef :
Kamdem Souop
akamdem@pndp.org

Comité éditorial :
Alphonse Boyogueno, Isaac Ekeme,
Emmanuel Elimbi, Charles Boube,
Georges Nkami, Frédéric Bandon.

Equipe de rédaction :
Théophile Ndjaniou, Stéphan Kapto,
Sylvestre Chegue, Palestine Mbarga,
Yuh Timchia, Pierre Nka, Paul Charlot
Elomo, Philippe Nsoa, Michel Ange Nga

Nord : Mohamadou Ousmaïla,
Casimir Tekela, Martin Demanou
Sakam

Adamaoua : Nana Maadjou, Bernard
Sali

Sud : Florent Hugues Bessala, Michel
Delor Mbang

Centre : Thomas Ongon, Willy
Azebaze, Suzanne Missambi

Littoral : Olivier Herman Bekack

Sud-Ouest : Atenchong David Nkem,
Maxwell Lea Ekame, Alexandre
Atangana

Ouest : Boniface Megouo, Elisabeth
Cheguem

Nord-Ouest : Bruno Daniel Nkandjo,
Pascal Kolo

Secrétaire de rédaction :
Kamdem Souop

Maquette :
Lordric Kako

Impression :
Sopcam

Abonnements :
lesechos@pndp.org

CNC

BP 660 Yaoundé
Email : pndp@pndp.org
site web : www.pndp.org
Tél.: +237 22 21 36 64
Fax: +237 22 21 36 63



18-40 **Dossier**
Local development planning
**Citizens at the centre at
the process**



15 **FOCUS**
Mobilité communale
**L'utilisation des motos
préoccupe**

EDITORIAL

05 L'appel aux citoyens / *Engaging the
Citizenry*

NOS PARTENAIRES EN BREF

06 Auto - emploi : Afop finance des jeunes
au Sud



ESPACE MINEPAT

07 Investissements : ce Cameroun qui attire
tant les créateurs de richesse

ACTUALITES

08 SAGO 2014: le MINEPAT au rendez-vous

09 Décentralisation : l'action du PNDP
saluée au cours de la JADDEL 2014



10 Gestion de l'eau : Meyomessala retocède
ses ouvrages à la Camwater



11 Populations autochtones vulnérables :
Bientôt du matériel roulant

12 Microprojets : le directeur de l'AFD
sur les traces du PNDP-SUD



13 Agriculture : le PNDP renforce son
action dans le domaine

13 Evaluation Semestrielle – PNDP : Le
second semestre en toute sérénité



PNDP EN CHIFFRES

14 Etat de mise en oeuvre du PNDP au 3^e
trimestre 2014

GOVERNANCE

43 Evaluation : La phase pilote du
SCORECARD au scanner

VIE DES COMMUNES

44 Accès à l'eau : l'exemple qui vient de
Bangangté

45 Fundraising : Batshenga
attend davantage des bailleurs de fonds

NOUVELLES DES REGIONS

L'appel aux citoyens

Par Marie Madeleine Nga



Engaging the Citizenry

By Marie Madeleine Nga

Chère lectrice, cher lecteur,

Le Programme National de Développement Participatif est à nouveau sur le terrain de la planification du développement dans les collectivités territoriales décentralisées. La tâche est immense puisque notre Programme couvre à ce jour 329 communes sur 360 que compte notre pays. Pour atteindre nos objectifs en produisant un document de planification réaliste pour chaque commune, l'apport de toutes les couches de la société est important. L'implication de tous : élus locaux, élites intérieures et extérieures, diaspora, autorités traditionnelles, et surtout les citoyens est indispensable.

A l'ère de la pratique de la démocratie locale portée par le processus de décentralisation, la place du citoyen est nécessaire. A la fois parce qu'il est la première cible bénéficiaire des projets de développement que le PNDP et les communes mettent en place dans l'espace communal. Mais davantage parce que, nous avons l'obligation de répondre à ses besoins. Il ne faut donc pas que ce citoyen soit frustré et écarté du processus présidant à l'actualisation et à la mutation des Plans de Développement Communaux en Plans Communaux de Développement.

Le processus est en marche dans les communes de la Phase I du PNDP. La formule d'élaboration choisie pour assurer l'implication de l'ensemble des citoyens repose sur un partenariat entre la commune et un Organisme d'Appui Local (OAL) sous l'encadrement du PNDP, notamment ses Cellules Régionales de Coordination. Un partenariat qui permet de « *civiliser la démocratie en garantissant l'autonomie de la société civile, des associations et de la démocratie participative* ». ¹

C'est cette démocratie participative que le PNDP offre et invite les populations à pratiquer durant le processus d'actualisation des documents de planification du développement local dans leur localité. Qu'ils se sentent libres dans l'expression de leurs besoins en remplissant les fiches des enquêteurs sur le terrain et en prenant part aux rassemblements organisés et aux réunions des comités de concertation. Que l'égalité règne entre les sexes, les tribus, les groupements, les cantons, les quartiers et que les minorités défendent leurs droits en dehors de toutes chapelles politiques.

C'est à ce prix que les citoyens, l'OAL, la mairie, et le PNDP pourront produire des plans de développement réalistes et susceptibles d'impulser une sortie du sous-développement dans les localités les plus reculées. Que les différents acteurs s'impliquent pour les générations futures en mettant un accent sur la petite enfance et les questions liées aux changements climatiques. Ce seront là, les principales innovations de l'accompagnement croissant que le PNDP apporte et continuera toujours à apporter aux communes. Par cette approche, nous montrons que le développement local n'a pas besoin de « *passagers clandestins* » encore moins de « *clients* » d'un jour, mais de véritables citoyens qui expriment leurs besoins directement. C'est l'originalité de la planification contenue dans les Plans Communaux de Développement.

Bonne lecture.

Dear Readers,

Once again the National Community-Driven Development Program is carrying out development planning in decentralized territorial units. The task is huge because our Program covers 329 out of the country's 360 municipalities. To attain our objective of producing sound development plans for every municipality, it is important that all sectors of society contribute. The involvement of local councilors, internal and external elite, the Diaspora, traditional authorities, and most especially all citizens, is essential.

In an era when local democratic practice is steered by decentralization, citizen participation is imperative. The reasons being that the citizens is the first beneficiary target of development projects funded by the PNDP and Councils, and that we have the obligation to meet his or her needs. Citizens should therefore not be frustrated and sidelined during the process of updating or reviewing Communal Development Plans.

The process is well on course in municipalities considered the first targets of Phase One of our Program. To ensure the involvement of all citizens, we rely on partnerships between Councils and Local Support Organizations guided by the PNDP notably through its Regional Coordination Units. These partnerships allow for 'a modernization of democracy while guaranteeing the autonomy of the civil society, associations and participatory democracy'.

It is this participatory democracy that the PNDP has on offer and is inviting citizens to engage in while the local development plans of their communities are updated. They should feel free to express their needs while filling out the worksheets of data collectors on the field and take part in meetings. Equity ought to reign between genders, among tribes, groupings, townships and neighbourhoods, and minorities should defend their rights without any political considerations.

This is the price citizens, Local Support Organisations, Councils and the PNDP must pay to devise rational development plans capable of moving the remotest parts of our municipalities away from the trappings of underdevelopment. Let the different actors get involved for the sake of posterity with a focus on early childhood and climate change issues. These will be the main improvements to the growth-oriented assistance that the PNDP will bringing to councils. We intend to demonstrate through this approach that local development neither needs "stowaways" nor "clients" for a day, but real citizens who express their needs directly. It is this inventiveness that is inherent in Communal Development Plans.

Happy Reading

¹ Hillary Rodham Clinton, *Civiliser la démocratie*, présentation de Benjamin R. Barber, 1998.

Auto-emploi

AFOP finance des jeunes au Sud



Le lancement officiel du programme d'Appui à la Rénovation et au Développement de la Formation Professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches (AFOP) a eu lieu le 04 septembre dernier.

La cérémonie du 04 septembre 2014, présidée par Dr Taïga, ministre de l'Elevage, des pêches et des industries animales (MINEPIA), a permis de lancer officiellement le financement des jeunes porteurs de projets dans le cadre du Programme d'Appui à la Rénovation et au Développement de la Formation Professionnelle dans les Secteurs de l'Agriculture, de l'Elevage et des Pêches (AFOP). Pour rappel, le programme AFOP est financé sur fonds C2D (Contrat de désendettement et de développement).

Deux bénéficiaires formés pendant plusieurs mois par le programme AFOP ont ainsi bénéficié d'un chèque remis en présence du gouverneur de la région du Sud et des responsables de la Coopération française. Il s'agit de Pierre Menye Ambassa, cultivateur, et Catherine Mbassa, éleveuse de porcs.

En marge de cette cérémonie, le Ministre a visité le chantier de la station aquacole d'Ebolowa, dont il a pu noter l'avancement des travaux avant de prescrire le respect du deadline. Pour Pierre Blaise Ango, Coordonnateur national d'AFOP, « Les stations aquacoles ont pour mission de donner aux producteurs des alevins sélectionnés. Ce matériel

animal sélectionné était d'abord basé sur un phénomène naturel, ce qui ne garantissait rien en matière de reproduction. Compter sur la nature pour avoir les alevins est devenu aléatoire. Nous sommes en train de faire des simulations et tests dans des zones où toutes les conditions sont réunies. Les centres pilotes sont dans les dix régions ». Selon M. Ango, actuellement sept régions ont déjà été touchées. Cette action ne concerne pas les individus, ni le MINEPIA, c'est une option qui concerne les communes sous forme de coopératives. Nous avons déjà fait Sangmelima, Mvomeka'a, Bangangté. Dans le Nord, Lagdo sera pris en compte. Il nous faut simplement mettre en place des châteaux pour avoir de l'eau en quantité. Mais il y a aussi l'option du recyclage de l'eau dans le circuit de production. Ces systèmes nécessitent un plan d'hygiène rigoureux pour éviter toute contamination ».

Concernant le volet agricole du PNDP, M. Ango pense qu'il : « s'agit d'une opportunité que tout le monde peut saisir grâce au financement C2D. Il faut penser à une activité industrielle, aux structures économiques pour pérenniser l'action du PNDP ». ♦

REACTIONS



Pierre Menye Ambassa
Cultivateur soutenu par AFOP

J'ai 30 ans. J'ai été formé pendant deux ans au centre de Minkane programme Afop j'ai bénéficié aussi de l'appui du Conseil interprofessionnel du Cacao et du Cacao qui m'a alloué 2 400 sachets, 100 cabosses, et les insecticides, les pulvérisateurs et les arrosoirs pour deux hectares de cacaoyers. Le programme AFOP me permet aussi de réaliser des étangs piscicoles. D'AFOP, j'ai reçu un financement 1 500 000 F CFA, ce qui m'a permis d'engager des jeunes formés par le programme qui sont devenus des spécialistes dans la construction des étangs. Avant j'étais un débrouillard en ville. Je lavais les voitures, j'ai poussé, j'ai chargé. Mais avec mes charges, enfants et une femme, j'ai décidé de rentrer au village. Et ce programme est tombé à point nommé au moment de mon retour. Aujourd'hui j'appelle les jeunes à faire un retour vers le travail de la terre.



Catherine Mbassa
Eleveuse soutenue par AFOP

« Je voudrais aller de 10 à 20 porcs dès 2015 »
Mon ambition c'est que comme vous avez vu, j'ai déjà fait le terrassement et je voudrais passer de 10 à 20 porcs dès 2015 pour accroître ma production. La construction du bâtiment m'a pris près de 1 800 000 FCFA, grâce à l'aide que j'ai reçue partiellement du programme AFOP et de mon apport personnel. C'est au fur et à mesure que je vais prendre le reste d'argent pour acheter les aliments pour mon cheptel de porcs.

Investissements Ce cameroun qui attire tant les créateurs de richesse

Des investisseurs privés suisses viennent de séjourner à Yaoundé du 24 au 27 septembre 2014 pour nouer des relations d'affaires dans divers secteurs. Ceci pouvant expliquer cela, cette visite intervient alors que l'environnement est de plus en plus favorable aux affaires.

Finance, énergie, construction métallique, communication, énergie sont les premiers secteurs qui émergent. Dans ce dernier domaine, les premiers fruits pointent déjà sur l'arbre des relations, né d'un forum en octobre dernier à Genève. Arborescence Capital, fonds d'investissement spécialement intéressé par la production d'énergie renouvelable, était en quête d'un memorandum d'entente avec des partenaires locaux. A Ngaoundéré où il devra s'installer, les prospections vont bon train avec les autorités régionales. L'offre d'investissement de près de 8 milliards de francs cfa de la société suisse Cotecna en vue notamment de renforcer la sécurité dans les infrastructures névralgiques que sont les ports de Douala et de Kribi, et d'accélérer les procédures avec, à la clé, une centaine d'emplois, témoigne tout autant du sérieux de ce voyage d'affaires manifestement porté par les officiels.

L'audience accordée par le Président de la République, S.E. Paul Biya, à la Vice-présidente du Conseil fédéral de Suisse, Simonetta Sommaruga, et les deux accords de coopération signés entre le Cameroun et la Suisse, ont donné comme une nouvelle onction et une nouvelle dynamique au partenariat qui lie les deux pays. Le premier accord porte sur l'exemption réciproque de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service. A partir de cette nouvelle donne, les titulaires de ces documents de voyage n'auront plus besoin de visas pour se rendre en Suisse pour une durée déterminée. Le second accord rentre dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine.

Incitation à l'investissement privé

Sur un plan plus global, pour atteindre les objectifs de croissance fixés par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), le gouvernement a placé dans le secteur privé d'énormes

attentes qui ne peuvent se manifester que si le cadre des affaires s'améliore à l'effet de permettre aux investisseurs de créer des entreprises et de les développer. Il s'agit de rendre cet environnement plus propice à l'investissement privé, créateur d'emplois, de richesses, et par ricochet de croissance économique. C'est ainsi que la mise en œuvre de la charte des investissements, instrument fondamental de la politique d'attraction des investissements, a connu ces derniers temps une accélération.

Cette dynamique s'est traduite depuis le 18 avril 2013 par la promulgation de la loi N° 2013/004 fixant les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun d'une part, et le 16 décembre 2013, par la loi N° 2013/011 régissant les zones économiques d'autre part. Cette dernière vient en complément de la première et fixe le cadre général de la création, de l'aménagement et de la gestion des zones économiques. Elle constitue un outil de promotion des investissements, des exportations, de la compétitivité, et de manière générale, de la croissance économique.

Ce dispositif vient, à son tour, d'être complété par un décret du Premier ministre, Chef du Gouvernement, fixant les conditions d'accès aux zones économiques ainsi que les modalités de paiement de la redevance inhérente à cette transaction. Il est désormais possible aux investisseurs (publics et privés) d'obtenir des baux sur des parcelles de terre relevant du domaine privé de l'Etat ou du domaine national dans le cadre des zones économiques, espaces viabilisés, aménagés et dotés d'infrastructures à la disposition des promoteurs désireux de s'y installer. Cela peut se faire, soit par bail simple, dont le délai n'excède pas 18 ans, soit par bail emphytéotique pouvant aller jusqu'à 99 ans.

Déjà se manifestent les premiers signes et les premiers frémissements dus à ce nouvel environnement des affaires. A titre d'illustration: le 09 septembre 2014, treize (13) entreprises privées nationales et internationales ont signé avec le Gouvernement, des conventions d'investissements dans les domaines de l'agro-industrie, de l'industrie métallurgique, sidérurgique, extractive, chimique et de l'habitat. Plus de 180 milliards de francs CFA sont à investir pour près de 3 000 emplois à créer...

Sous la houlette du Président Paul Biya ou sous sa haute impulsion, le Cameroun, à travers l'organisation des fora économiques et autres rencontres d'affaires, n'a cessé de mener une offensive tous azimuts en direction de l'Europe (France, Turquie, Royaume - Uni), de l'Amérique (Etats-Unis, Canada), de l'Afrique (Tunisie, Afrique du Sud), pour promouvoir ses atouts économiques et son ambition à devenir un pays émergent. Premières retombées : les exportations camerounaises en Turquie ont augmenté de 52% en 2013. Au cours de la même année, le pays a reçu 348,2 milliards de FCFA en termes d'Investissements Directs Etrangers (IDE) contre 413,4 milliards en 2012. Malgré ce recul, le Comité technique national de la balance des paiements fait observer que le score du Cameroun est nettement meilleur que celui de 2011 où le pays avait enregistré 219,7 milliards d'IDE.

Au final, plusieurs accords commerciaux conclus dont les effets ne vont pas tarder à se manifester dans divers secteurs. Ainsi donc, les lignes bougent nécessairement au Cameroun. Les investisseurs se bousculent aux portes de l'Afrique en miniature, autre appellation donnée au pays pour traduire la diversité qui fait sa force et sa richesse. ♦

Sources : Celcom - MINEPAT

SAGO 2014

Le MINEPAT au rendez-vous

Le Palais Polyvalent des Sports (PAPOSY) comme les deux années précédentes a accueilli le village d'exposition du Salon de l'Action Gouvernementale (SAGO) le 19 août 2014.

C'est vers les premières heures du matin que les exposants ont pris d'assaut le salon. Arrivés dès 7 heures, les participants très actifs dans l'aménagement de leurs stands respectifs n'ont ménagé aucun effort pour offrir aux visiteurs toute l'étendue de leur savoir-faire dans des décors tant créatifs qu'enchantés, afin de marquer la présence de ces derniers à cet événement de manière indélébile.

La salle VIP du PAPOSY bondée de monde a reçu solennellement, après l'exécution de l'hymne national, les différents discours des personnalités. C'est le propos du Ministre de la Communication (MINCOM) qui résumera toutes les allocutions de bienvenue. Tout en louant les efforts consentis par toutes les parties pour la pérennisation de cet événement, Issa Tchiroma a invité le comité d'organisation à élargir le Salon aux jeunes entrepreneurs

afin que leur apport à l'émergence du Cameroun soit plus visible et qu'il puisse être mieux encouragé par le gouvernement.

Après la photo de famille suivie de la coupure du ruban symbolique, le MINCOM a précédé à la visite du village d'exposition. Il n'a pas manqué d'adresser des félicitations au Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire qui a su mettre en exergue le travail effectué au

niveau des administrations centrales et de ses organismes sous tutelles : « vous êtes le stand le plus important du salon, je vous félicite ». Les plus de 300 visiteurs du stand n'ont pas manqué de signaler leur satisfaction sur la qualité des supports produits ainsi que leur mise à disposition effective. Mention spéciale est attribuée au Programme National de Développement Participatif, qui, en plus de l'abondante documentation, a mis en place sa communication de proximité efficace au service du visiteur.

Cette 3^{ème} édition du SAGO est le fruit de la collaboration entre le gouvernement du Cameroun à travers le Ministère de la Communication et le Cabinet Mon Communicateur. Le but est de mettre à la disposition des citoyens une plateforme d'échanges pour la compréhension et l'appropriation des actions du gouvernement. ♦

... 300 visiteurs du stand n'ont pas manqué de signaler leur satisfaction sur la qualité des supports produits ...



Décentralisation

L'action du PNDP saluée au cours de la JADDEL 2014

C'est la salle des délibérations de l'hôtel de ville de Yaoundé qui a été choisie pour abriter la cérémonie marquant la célébration de la 3^{ème} Journée Africaine de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (JADDEL).

Elle a été célébrée le 10 août 2014 sous le thème « Charte africaine sur les valeurs et principes de la Décentralisation de la Gouvernance locale et du développement local : renforcer le développement local durable en Afrique ». Le parterre impressionnant de personnalités illustre à suffisance la place accordée au processus de décentralisation. Autour du Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD), on retrouvait : le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, le Ministre délégué auprès du MINATD chargé des CTD, le Secrétaire Général du MINREX, le Gouverneur de la Région du Centre, le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé, le Préfet du Mfoundi, le Président des Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC), le Directeur Général du FEICOM, le Coordonnateur National du PNDP, pour ne citer que ceux là.

Après les souhaits de bienvenue du délégué du gouvernement, le président des CVUC dira l'urgence qu'il y a à parachever le processus de décentralisation afin de

traduire dans les faits le transfert des moyens financiers et humains tel que prévu par la loi. Prenant la parole, le MINATD a rappelé le contexte d'institutionnalisation de cette Journée. Il s'agit d'une résolution prise par la Conférence Africaine de la Décentralisation et du Développement Local en août 2011 et enterinée par la suite par la Commission de l'Union Africaine. Plus loin, M. René Emmanuel Sadi a souligné que « cette journée a été instituée dans le but de susciter une plus grande mobilisation ainsi que des réflexions fécondes et approfondies autour des problématiques novatrices de la décentralisation, de la gouvernance et du développement au niveau local ». Sur ce volet, il a félicité l'implication et le précieux concours de certains organismes publics à l'instar du FEICOM, du CEFAM et du PNDP.

Mais l'une des articulations majeures de cette Journée portait sur la présentation du Prix d'Excellence du Service Public des Nations Unies attribué le 23 juin 2014, en Corée du Sud à Célestine Ketcha, maire de la commune de Bangangté par le SG des Nations Unies. Déjà lauréate du Prix

National FEICOM des meilleurs pratiques communales, avec une récompense de 50 millions de FCFA, dans la catégorie « hygiène et salubrité », la mairie a obtenu grâce au projet de Maîtrise d'Ouvrage Durable dans les Secteurs de l'Eau et de l'Assainissement à Bangangté (MODEAB) financé par Veolia fondation, Haut de seine, l'Association Internationale des Maires Francophones, le SIAAP etc, le prestigieux Prix des Nations Unies.

Un succès pour la commune de Bangangté mais aussi une reconnaissance du travail de planification mis en place par le PNDP dans 329 communes sur les 360 que compte le Cameroun. Car selon, Mme Célestine Ketcha, maire de cette commune, « c'est grâce à une utilisation judicieuse du Plan Communal de Développement (PCD) réalisé avec l'appui du PNDP, que cet important projet a pu voir le jour. » Et de poursuivre, pour les autres élus locaux, que « le PCD, dont elle dit ne jamais se séparer, a établi un diagnostic qui a permis de lever plus d'un milliard de FCFA pour financer ce projet vital pour les populations ». ♦

Gestion de l'eau

Meyomessala rétrocède des ouvrages à la Camwater

Près de 90 millions de FCFA. C'est le montant des ouvrages d'eau réalisés par le PNDP dans la commune de Meyomessala et qui ont été rétrocédés à la Cameroon Water Utilities (CAMWATER).

La cérémonie qui s'est déroulée le 02 septembre 2014 sous la présidence du Gouverneur de la région du Sud, Jules Marcelin Ndjaga, a connu la participation d'une centaine de personnes parmi lesquelles les élites du département du Dja-et-Lobo.

En paraphant les exemplaires de la convention de rétrocession, sous le regard du Coordonnateur National du PNDP, Marie Madeleine Nga, le maire Christian MebiameNfou'ou et le directeur de la Camwater, Jean Williams Sollo, ont tenu à dire le prix qu'ils attachaient à la satisfaction des populations de cette localité en matière d'eau potable. La commune, bien que pourvue à sa demande en ouvrages Adduction en Eau Potable avait du mal à assurer la maintenance des équipements et le recouvrement des contributions des populations. « L'expertise de la CAMWATER y servira », a assuré Mme Nga. ♦



Bientôt du matériel roulant

L'annonce a été faite par le Programme National de Développement Participatif (PNDP) au cours de la célébration de la journée Nationale le 09 août 2014.

La cour intérieure de l'hôtel de ville de Yaoundé a servi de cadre à la célébration de la 19^e Journée Internationale des peuples autochtones. Pour ce qui concerne le Cameroun, c'est depuis 2007 que le gouvernement organise une telle manifestation en direction de cette couche de la population. Autour du Ministre des Affaires Sociales, pour cette cérémonie, de nombreuses personnalités, dont le gouverneur de la région du Centre, représenté par le Secrétaire général, le Représentant Résident de l'Institut Africain d'Informatique, le Directeur Pays du Bureau International du Travail (BIT), la Représentation du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Cameroun, les Programmes gouvernementaux à l'instar du Programme National de Développement Participatif (PNDP), du Programme d'Amélioration de la Compétitivité Agricole (PACA).

Plusieurs actes ont ponctué la cérémonie, avec de nombreuses allocutions dont celles des représentants des communautés Pygmées et Bororos, du Directeur du BIT au Cameroun, le discours du Secrétaire Général des Nations Unies, lu par la représentation du PNUD au Cameroun. Dans cette allocution, le Secrétaire Général

de l'ONU invite chacun à reconnaître et célébrer la valeur et la spécificité des identités des peuples autochtones du monde entier.

« L'Etat assure la protection des minorités et préserve les droits des populations autochtones conformément à la loi ».

Le discours du Coordonnateur National du PNDP a été lu par M. Georges Nkami, spécialiste socio-environnemental. Ce dernier a salué le soutien apporté par le Ministère des Affaires Sociales dans le cadre de la mise en œuvre par le PNDP du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP). Celui-ci a permis entre autres, la nomination de 31 chefs Services de l'Action Sociale (SAS) dans les 31 communes concernées par le PDPP. Ces derniers disposeront dans les prochains jours de motos de type Yamaha AG acquises par le PNDP. Une dotation qui vient s'ajouter au

matériel informatique mis à la disposition de tous ces agents dans leurs différentes communes d'affectation.

Prenant la parole, Mme Catherine Bakang Mbock, Ministre des Affaires Sociales, a rappelé que la protection des minorités est inscrite dans la Constitution du 18 janvier 1996. Notamment en son préambule qui dispose que « l'Etat assure la protection des minorités et préserve les droits des populations autochtones conformément à la loi ». De son propos, on retient également que les peuples autochtones sont ceux qui ont conservé leur système traditionnel d'organisation, leur façon de vivre, leurs coutumes malgré l'usure du temps et les influences étrangères. Selon elle, le thème de la journée au Cameroun « Renforcement des capacités et partenariat pour une action sociale intégrée en faveur des populations autochtones vulnérables », consacre la transversalité de la question autochtone et place la collaboration et le partenariat au cœur de la mutualisation de la synergie des efforts. La cérémonie s'achèvera par une remise de dons et la visite des stands. ♦



Microprojets

Le directeur de l'AFD sur les traces du PNDP-SUD



Hervé Conan n'avait pas encore foulé les sites d'intervention du Programme National de Développement Participatif (PNDP). C'est chose faite depuis le 20 août 2014.

Un an après son arrivée au Cameroun en remplacement de Gilles Chausse, M. Conan, actuel directeur de l'Agence Française de Développement (AFD) au Cameroun avec compétence sur la Centrafrique, attendait le bon moment.

C'est la commune d'Efoulan dans la région du Sud qui a eu l'insigne honneur de l'accueillir pour son baptême du feu. Occasion pour lui de prendre la mesure de l'appropriation du PCD par le nouvel exécutif municipal conduit par M. Emmanuel Abolo Biwole, maire de cette commune.

Que ce soit à Akom ou à Ngalane, M. Conan a posé des questions pour comprendre les mécanismes de la participation des populations à la définition de leurs priorités, au plaidoyer pour leur inscription

au budget communal, au suivi de la réalisation des microprojets. A chaque escale, les bénéficiaires de l'action communale, sous impulsion et financement du PNDP, ont répondu avec l'assurance des personnes qui savent ce qu'elles veulent et où elles vont. Ce qui s'est vu avec la donation d'un terrain de 2 ha pour la construction d'une école primaire et maternelle à Ngalane, en vue de remplacer la bicoque brinquebalante qui sert pour l'instant d'école.

Il a aussi pu voir où se situent les ambitions de l'exécutif municipal, dans la continuité du précédent qui a été défait lors des municipales du 30 septembre 2013. La visite du complexe commercial construit sur financement du PNDP avec la contribution de la commune en est l'illustration.

Avant cette descente sur le terrain, la visite du directeur de l'AFD a commencé dans les locaux de la Cellule régionale de coordination du PNDP-Sud. A l'écoute de Florent Bessala, Coordonnateur Régional et ses collaborateurs, M. Conan a posé de nombreuses questions qui ont parfois nécessité des éclairages du Coordonnateur National du PNDP.

Du reste, il ressort que les activités du PNDP dans la région du Sud depuis 2010, ont permis d'achever 289 microprojets (avec 7 en cours et 1 non démarré) pour un montant total de 3,8 milliards de FCFA, dont une contribution de 2,7 milliards du PNDP (1,04 milliards provenant des fonds C2D de 2^e génération). ♦

Agriculture

Le PNDP renforce son action dans le domaine

Le 12 septembre 2014, le Comité de suivi mis sur pied, pour l'étude diagnostique sur l'intégration du volet agricole dans le cadre de la deuxième phase du PNDP, a procédé à la validation du rapport provisoire.

Sous la coprésidence du MINEPAT et du MINADER, les participants représentants de l'AFD, du MINFOF, du STADE C2D, des programmes AFOP, AMO et ACEFA ont passé en revue chaque rubrique du rapport provisoire. Pendant cinq heures d'horloge, des suggestions, corrections, amendements ont été apportés à cette étude. Les interventions des différents acteurs ayant été convenablement encadrées par Roger Bafakang, chef de la division des Affaires Juridiques du MINEPAT et président de séance.

Avec une contribution de 20% au produit intérieur brut du Cameroun et 60% de la population active employée, l'agriculture occupe incontestablement une place de choix dans l'économie camerounaise. L'AFD a fait du secteur rural un secteur de concentration des premier et second C2D.

Ainsi dans le cadre de la 2^{ème} convention C2D, il a été convenu que le PNDP mette en place une dotation d'appui au développement des économies locales basées sur l'agriculture et ses sous-secteurs ou « volet agricole » pour le cofinancement avec les communes de microprojets « agricoles ». La présente étude a vocation à définir un mécanisme opérationnel devant permettre au Programme, entre autres interventions, de renforcer ses actions d'appui à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage des Communes dans le domaine de l'Agriculture et de ses sous-secteurs. Le démarrage du cofinancement spécifique de microprojets « agricoles » par le PNDP étant tributaire des conclusions de la présente étude, rendez vous a été pris pour l'adoption du rapport final. Ceci sous réserve de la prise en compte par les experts du Cabinet international CA17 de toutes les corrections apportées. ♦

Evaluation Semestrielle – PNDP

Le second semestre en toute sérénité

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a procédé à l'évaluation de son action au cours des six premiers mois de l'année 2014, du 10 au 14 août 2014 à Limbé.

Quatre recommandations ont été adoptées au terme de l'évaluation des six premiers mois de l'action du Programme National de Développement Participatif (PNDP). Il s'agit de veiller à l'atteinte des valeurs cibles projetées au 31 décembre 2014 pour les principaux indicateurs qui ont été retenus (microprojets, Plans Communaux de Développement, Agents communaux, etc.) y compris pour le Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP). Pour ce qui est du PDPP, le PNDP entend passer à une vitesse supérieure dans les régions du Centre, du Sud et de l'Est qui sont touchées par cette action. Concrètement, il est question de franchir par exemple la barre des 673 actes de naissance, 415 cartes nationales d'identité et 17 actes de mariage dans la région du Sud. Cette action menée en collaboration avec le Ministère des Affaires Sociales intègre aussi les questions relatives à l'éducation et à la santé.

La seconde recommandation quant à elle, invite à une anticipation sur la mise

en œuvre du volet agricole en accélérant l'élaboration et la validation de l'étude sur ce volet. Ce d'autant plus que, les reliquats d'allocations qui ne constituent qu'un droit de tirage, pourront éventuellement être revus à la baisse. C'est ce qui ressort de la troisième résolution prise aux termes de plusieurs heures de travail dans la ville de Limbé situé dans la région du Sud-ouest, Cameroun. Toujours dans cette volonté d'atteindre ses missions de développement local, le PNDP s'est engagé à améliorer le mécanisme de production des données technico-financières de manière à fournir des données fiables, de bonne qualité et dans les délais requis.

De bons points

Une mutation des approches de travail nécessaire pour assurer d'avantage le bien-être des populations. Le point fort de l'action du PNDP au cours du premier semestre 2014 porte sur la clôture « globalement satisfaisante du Crédit IDA ». Celle-ci s'est traduit au niveau des communes par la consommation de près

de quatre milliards FCFA durant les six premiers mois de l'année 2014. Ce qui montre une amélioration de la performance de plusieurs cadres et des Cellules Régionales de Coordination où un nombre important de microprojets sont sur le point d'être réceptionnés.

Ce fort taux d'exécution du budget mis à la disposition des communes rencontre d'ailleurs l'assentiment des populations, des bénéficiaires, des autorités administratives et des partenaires techniques et financiers. Ce feedback traduit selon les responsables du PNDP une cohérence d'ensemble dans la plupart des unités de gestion où un esprit d'équipe est davantage perceptible.

Mais cette montée en puissance durant les six derniers mois dans la réalisation des projets au PNDP est relativement limitée dans certains domaines comme le PTBA qui connaît un taux d'exécution global de 30% environ. Ce niveau peu appréciable est imputable au retard dans la réalisation de l'étude du volet agricole. ♦

Etat de mise en oeuvre du PNDP au 3e trimestre 2014

Le PNDP est un programme multi bailleurs (IDA, C2D, KFW, FEM, Bénéficiaires). Au bout de la 2^e phase, son objectif est d'améliorer l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, et/ou assainissement) dans les communes cibles et étendre l'appui au processus de décentralisation. Les principales activités au 3e trimestre l'année 2014 présente une constante amélioration des services offerts, ce qui constitue un pas de plus sur le chemin de l'autonomie de collectivités territoriales décentralisées. Les grandes catégories qui ont connu un déploiement dense se situent au niveau des PCD, du recrutement des ACD/ACF, des microprojets et leurs secteurs de réalisations.

Au niveau de l'actualisation
des Plans Communaux de Développement (PCD)

REGION	Elaborés	En cours d'actualisation	Total
AD	3	18	21
CE	45	19	64
EN	24	23	47
ES	31	0	31
LT	23	0	23
NO	14	7	21
NW	31	0	31
OU	28	12	40
SU	13	12	25
SW	25	0	25
Total	237	91	328

Mise en œuvre des microprojets par secteurs

Secteur	Bailleur		
Secteur	C2D	IDA	Total
Agriculture	17		17
Eau et assainissement	833	501	1334
Education	157	693	850
Electrification	27	54	81
Elevage	3		3
Formation/CEFAM		69	69
GRN	4		4
IDE	55	28	83
Promotion de la femme	1	2	3
Santé	36	103	139
Sport et loisir	9	15	24
Transport	24	32	56
Total	1166	1497	2663

Vue synoptique des microprojets par régions PNDP II

Région		AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	Total
Etat de mise en œuvre des microprojets 2010 - 2014	Achevé	299	320	193	278	154	142	255	144	91	190	2066
	En cours	1	60	75	39	57	8	27	7	7	22	303
	Non démarré	11	18	63	101	7	39	16	4	25	10	294
	Total	311	398	331	418	218	189	298	155	123	222	2663

Etat de Distribution des motos sur l'ensemble des dix régions

N°	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
RÉGION	AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	Total
Nbre de CTD	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328
Motos Mars 2014	10	22	18	18	14	8	18	16	10	16	150
Motos 2011	2	5				3		3	2		15
Motos 2012	3	9	6	4	3	3	4	5	4	3	44
Motos août 2014	6	28	23	9	6	7	9	16	9	6	119
Motos pygmées		3		17					11		31

Déploiement des Agents Communaux et Financiers

Agents communaux	AD	CE	EN	EST	LT	NO	NW	OU	SU	SW	TOTAL
ACD	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328
Poste pourvus	21	47	46	31	23	21	30	38	13	24	294
Poste vacant	0	17	1	0	0	0	1	2	12	1	34
ACF	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328
Poste pourvus	21	49	43	31	20	19	30	37	12	23	285
Poste vacant	0	15	4	0	3	2	1	3	13	2	43
Total postes pourvus	42	96	89	62	43	40	60	75	25	47	579

Mobilité communale

L'utilisation des motos offertes preoccupe

Au moment où chacune des 329 communes partenaires du PNDP a reçu une moto, les autorités de tutelle appellent à une utilisation en bon père de famille.

Avec la vague de cérémonies de remise de motos aux communes de septembre et octobre 2014, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a pourvu 329 communes du Cameroun d'un important moyen de locomotion en zones rurales. C'est-à-dire que l'ensemble des communes d'intervention du Programme possède désormais une moto Yamaha AG 100.

Des premiers constats faits sur le terrain depuis 2011, date de la première remise de motos aux communes, il ressort que certains maires ne considèrent pas réellement ces motos comme faisant partie du patrimoine communal et par conséquent susceptibles de contrôles inopinés de la part du PNDP qui pourrait au besoin les récupérer pour les rétrocéder à des communes plus exemplaires.

Aux cours des cérémonies du 15 septembre 2014 à Douala

(pour les régions du Littoral et du Sud-Ouest), du 22 septembre à Bertoua (pour l'Est), du 25 septembre (pour l'Ouest et le Nord-Ouest), du 30 septembre (pour l'Extrême Nord, le Nord et l'Adamaoua) et du 02 octobre (pour le Centre), les gouverneurs ont tenu à rappeler dans quel contexte ces motos sont offertes et quelle signification elles ont pour le gouvernement qui à travers le MINEPAT qui assure la tutelle du PNDP traduit dans les faits sa décision d'aller au bout du processus de décentralisation. Pour ce faire, les communes doivent être dotées d'un ensemble de moyens logistiques, humains et matériels dont une bonne partie est jusqu'ici fournie par le PNDP.

Les maires bénéficiaires ont tous dit à quel point ils appréciaient le geste, et entendent y répondre à leur tour par une utilisation exemplaire pour le bien-être des populations à la base. ♦



Cérémonie de remise des motos à l'ouest



National Coordinator hands over key to Mayor of Idabato



Bénéficiaires de la région de l'Est



Remise populaire à Garoua

Réactions



Emmanuel Ngomé

ACF Commune de Massok

« Nous allons améliorer la collecte des impôts »

Cette moto va nous aider dans la collecte des ressources financières, notamment les impôts dans les coins les plus reculés.

Concernant l'Agent Communal de développement, nous avons de nombreux chantiers situés à plusieurs kilomètres du centre urbain de Massok. Donc l'ACD pourra suivre ces différents chantiers dans les villages les plus éloignés.



Eric Menkeum

Maire de Somalomo

« Merci au PNDP »

Je remercie le PNDP pour cette moto. Elle nous sera utile en termes de rendement dans notre commune qui connaît un niveau

d'enclavement très marqué. Merci au PNDP qui vient de donner à nos agents de développement et financier un moyen de locomotion pour améliorer leur rendement sur le terrain.



Marie Elvire Fombé Assoh

ACD commune de Somalomo

« La moto nous permettra de suivre tous les projets »

Ce matériel sera d'une très grande utilité pour l'ACF et moi. Il nous permettra de

suivre les projets sur le terrain. Non seulement les projets PNDP mais aussi des projets du BIP et autres. Jusqu'à ce jour, nous éprouvions d'énormes difficultés sur le terrain. Aujourd'hui tout sera facile.



Christelle Nanga,

ACD commune de Mboma

« Finis les coûts élevés de transport »

Ce matériel est le bienvenu pour nous. Il nous permettra de mieux se déplacer dans la commune. Notre principale difficulté se

trouvait au niveau du coût très élevé du transport chez nous qui reste dominé par les mototaxis.



Boniface Ngaha,

ACD commune de Mandjou

« Cette dotation matérialise la lutte contre la pauvreté »

Cette moto arrive au moment où nous sommes en train d'opérationnaliser le progiciel d'aide au développement, PRO-

ADP. Cette dotation matérialise les efforts du PNDP dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration du cadre de vie des populations dans notre commune.



Jean Marie Nguelé,

Maire de Nguemendouka

« Un véritable moyen de locomotion lors des campagnes de sensibilisation »

La moto sera d'une très grande utilité. Nous sommes par exemple entrain de sensibiliser

les Comités de Gestion dans notre commune sur l'utilisation des forages construits grâce aux partenaires de la commune dont le PNDP. En même temps, nous allons refaire notre fichier d'état civil par jugement supplétif puisque nous avons observé beaucoup de faux actes sur le terrain. La moto est importante pour la réussite de ce travail de sensibilisation des populations. Ce matériel roulant sera d'une très grande utilité pour nous, ce d'autant plus que nous avons beaucoup de zones enclavées.



Samuel Magloire Takem

ACD commune de Yabassi

« Une moto pour sensibiliser sur le développement local »

Nous allons davantage sensibiliser les populations sur le processus de

décentralisation. Il faut expliquer aux populations l'importance du Plan Communal de Développement. Cette moto nous permettra de faire une véritable animation sur le terrain. Nous allons expliquer régulièrement l'importance de l'entretien des ouvrages comme les forages. Il faut à terme que les populations soient les premiers propriétaires des projets de développement.



Luther Njanga Ombé

Cadre à la commune de Belabo

« Cette moto a des qualités exceptionnelles pour parcourir nos villages »

Ce matériel nous aidera dans notre travail de terrain. Nous étions coincés dans les

bureaux de la mairie de notre commune. L'enclavement nous empêchait de faire un travail de terrain régulier. Le PNDP nous offre l'occasion de parcourir les 53 villages de notre commune. Je suis ravi que le PNDP ne se fatigue pas de nous venir en aide. Les qualités de cette moto sont exceptionnelles pour parcourir les villages de notre commune.



Ntimi Oliver Akan

Mayor of Idabato

« Delighted with the PNDP »

The bike will be useful for my council in that it will ease the running of errands for the development of the municipality. We

have been for long without having such a vital tool, working with a lot of difficulties. This delayed the activities of the Development Officer who will be the main user of the bike. I am so delighted with the PNDP. With this, the difficulties linked with moving freely within the municipality will be eradicated.



Akama Shirley,

CDO, Idabato

« Ease movement within project sites »

I am very grateful to the PNDP for making this possible. It is going to ease my movement within the project sites and to even access

divisional institutions like the offices of the SDO and other departmental heads. This motorbike will go a long way to help me accomplish my role as the Council Development Officer.



Ekwala Martin Ekwala

Mayor of Akwaya

« I will begin by thanking PNDP for such a gift »

It will be used so well to enhance local development, because the Council Finance and Development Officers are those who will

have this bike at their disposal. They will be able to move around and identify projects for the council so that we can effectively implement the council development plan which the PNDP had helped us to elaborate.



Phillipe Njowé,

Maire de Bankim

« Nous en ferons bon usage »

Je remercie le PNDP pour ce qu'il fait dans la décentralisation. Cette moto va nous faciliter le contrôle des chantiers et le recouvrement de nombreuses recettes. Nous en ferons bon usage.



Aboko Patrick Anki
Mayor of Kombo Abedimo
"Another wonderful initiative"

This is another wonderful initiative of the PNDP, our partner as far as decentralisation is concerned. This bike will help us solve the problems our development officer has been encountering in his bid to follow up and monitor progress of projects within our municipality. Since the means to have access to all areas has been put at our disposal, we will no face such obstacles. We cannot thank PNDP enough for this.



Michael Mbella
CDO, Kombo Abedimo
"Will help me do my job"

I am very happy for this bike will help me do my job in the municipality. We have been waiting for this for two years now and it has finally come. So we are going to reach every nook and cranny of our municipality, reach the people and follow up ongoing projects. It is a very big thing for the council.



Edonde Cornelius
Mayor of Kombo Itindi
"We have the means to transport the CDO"

We are in Mundemba and most times we pass through Ekondo Titi to get to my council area. With the acquisition of this bike, we are very sure we have the means to transport the council development officer and the council finance officer. It's quite useful and we are very happy with the PNDP.



Ekema Patrick Essunge
Mayor of Buea
"A creative idea"

It is going to facilitate a lot of tasks for the council, especially with regards to ensuring smooth progress of development projects being carried out in areas of the municipality where access is not easy. The council will equally be able to upgrade its statistics and ensure adequate development in those suburbs. It is a creative idea which I think councils should emulate by procuring more bikes to ensure increased service delivery to grassroots people.



Etem Epse Aroye Bitou Ursule
Maire de Kon Yembetta
"La moto règle à 80% les problèmes de développement"

Cette moto va booster l'économie. Nous irons vers les agriculteurs, les planteurs pour collecter nos impôts. La moto règle à 80% les problèmes de développement dans notre commune. Au préalable, notre ACD fera un tour dans une auto école pour se former et avoir un permis de conduire afin d'assurer sa sécurité.



Clotaire Enguéné Etoundi,
ACD commune d'Akono
"Désormais, on peut aller n'importe où"

Cette commune va nous permettre d'aller à la rencontre des populations les plus défavorisées. Vous savez que la particularité de l'investissement du PNDP vise les coins les plus reculés. Aujourd'hui on peut aller dans n'importe quelle zone pour accompagner les populations et assurer une coordination des actions de développement sur le terrain.



Jules Edang Evina
ACD, commune de Soa
"Une grande utilité dans la lutte contre la pauvreté"

La moto sera d'une très grande utilité dans l'accompagnement des populations à lutter contre la pauvreté. Il faut aller dans les recoins de notre commune pour recueillir les informations à partir de la base. Cette moto est la bienvenue parce que notre commune est très vaste.



Enjema Etimbe Luma
CDO, Buea
"Will assist field work"

This bike handed to us by the PNDP is meant to assist us in our field work. As development workers, we are field workers going into so many remote parts of the municipality. This bike will help us get to all these remote villages.



Max Abraham Mwatsock
Maire de Bafia
"Nous serons plus présents dans les 40 villages enclavés"

Un sentiment de joie. L'agent financier et de développement ont déjà de quoi pour parcourir les villages de notre commune. Ils seront plus actifs et plus présents dans les 40 villages qui constituent notre commune.



Aba
Maire de Mayo Baléo
"Que la moto serve aussi à l'amélioration des recettes"

Merci au PNDP pour le travail fait dans les communes du Cameroun. Les Agents communaux en feront une bonne utilisation pour le suivi des travaux sur le terrain. Que cette moto serve aussi à l'amélioration de la collecte des recettes sur le terrain.



Hamidou Laimanou,
Maire de Garoua III
"Nous irons dans les coins reculés où les véhicules ne pouvaient pas arriver"

C'est un moyen de locomotion pour les missions de terrains des agents communaux de développement et financier. Nous irons dans les coins reculés où les véhicules ne pouvaient pas arriver.



Anne Valerie Kossoni
ACD Commune d'Ombessa
"Un merveilleux cadeau au service du développement participatif"

C'est un merveilleux cadeau dans le cadre du développement participatif. Le déplacement a toujours été difficile. Les 10 villages nous verrons régulièrement pour la collecte des données de terrains. Merci au PNDP.



Issoufa Ibrahim,
Cadre Communal de Garoua III
"La moto va nous permettre de suivre l'exécution du PCD"

Nous sommes dans une commune rurale avec des zones enclavées. La moto arrive dans un contexte idéal pour suivre l'exécution du PCD. En cette période de pluie, on aura besoin de cette moto tout terrain pour aller sur le terrain. Merci au PNDP pour ce qu'il fait pour les communes.



Local development planning

Citizens at the centre of the process

Planification communale

Les pas du PNDP dans la longue marche

Huit points majeurs retracent l'adoption d'une planification uniformisée en matière de développement local au Cameroun. Evocation.



Isaac Ekeme

Responsable National Formation
et Renforcement des Capacités

Petit cours d'histoire de la planification au Cameroun

Le développement du Cameroun après les indépendances a été caractérisé par une forte tradition en matière de planification au travers des plans quinquennaux qui ont marqué les grandes orientations du développement socio-économique du pays. Suite à la grande récession des années quatre vingt ainsi que la venue des plans d'ajustement structurels, ces planifications nationales se sont arrêtées pour donner lieu à des documents d'orientation du développement (DSRP et DSCE) qui ont constitué les boussoles à travers lesquelles s'orientaient tous les acteurs du développement socio-économique au Cameroun.

Différentes étapes de la planification locale dans notre pays

La planification locale au Cameroun a commencé au travers des initiatives d'ONG, partenaires au développement (GIZ, UICN, SNV) et des programmes de développement tel que le Programme national de Vulgarisation et de Recherche

Agricole (PNVRA) qui ont initié ça et là des expériences de planification avec des communes et communautés.

De toutes ces expériences, la plus significative est à mettre à l'actif du PNVRA qui a initié lors de sa dernière phase, une opération pilote de développement participatif des communautés villageoises. Ce Programme est partie du postulat selon lequel les producteurs ne font pas seulement face aux problèmes de techniques agricoles leur permettant d'améliorer leur production, mais dans leurs bassins de production respectifs, ont des problèmes de commercialisation de leur production, d'accès à de l'eau potable, d'accès aux soins de santé, à des écoles décentes pour leurs enfants entre autres.

Ces problèmes s'exprimant de manière différente d'une localité à l'autre, il a été nécessaire de mettre en place une stratégie permettant un dialogue avec ces populations afin d'identifier ces problèmes et réfléchir sur les voies et moyens de leur trouver des solutions.

En collaboration avec la Banque Mondiale, le Royal Tropical Institute (KIT) de l'Université de Wageningen aux Pays bas, le PNVRA a bénéficié d'un atelier de formation international avec des formateurs issus de plus de six pays africains et Madagascar, en vue de transférer aux responsables en charge du développement au Cameroun une approche de participation au développement appelée, Approche Participative Niveau Village (APNV). Ce qui a permis la mise en œuvre de l'opération pilote sus citée dans trois départements du Cameroun à savoir le Noun dans la région de l'Ouest, le Nyong et Mfoumou dans la région du Centre et le Mayo-Louti dans la région du Nord.

Les bons résultats obtenus à la suite de cette opération pilote ont inspiré l'Etat à travers le MINEPAT à formuler à la Banque Mondiale une requête à l'effet de financer

un programme d'envergure sur la base des résultats obtenus.

Concomitamment à cette expérience, avec l'appui de la GIZ, la Commune d'Akono avait de son propre chef initié l'élaboration du tout premier Plan Communal de Développement sous la conduite du CANADEL, une organisation de la société civile.

Nous avons aussi rencontré par la suite des expériences intéressantes conduites par l'UICN et la SNV à l'Extrême Nord.

Contribution du PNDP dans cette planification locale

L'opération pilote s'étant essentiellement intéressée aux communautés villageoises, la nécessité d'avoir la Commune comme unité de planification s'est imposée à la faveur de la préparation du PNDP et des réflexions émises par le comité multisectoriels de préparation élargi aux élus (maires et députés) mis en place par le MINEPAT d'alors à cet effet. L'arrivée du PNDP dans ce contexte a permis d'organiser cette activité et de mieux la structurer.

C'est alors que face à la multiplicité d'approches de planifications menées sur le terrain par les divers acteurs sus cités, le PNDP, pour commencer, a commis un consultant en vue de mettre en place en collaboration avec la GTZ et la SNV un Manuel du Praticien des appuis au processus d'élaboration des PDL et PDC. Suite à la mise en place au sein du MINEPAT de la Direction Générale de la Planification et l'Aménagement du Territoire, un nouveau consultant a été sélectionné en vue de préparer en collaboration avec le PNDP, le FEICOM, les CVUC, la GIZ et bien d'autres, un Guide méthodologique de Planification Régionale et Locale, qui a été par la suite décliné en Manuel du praticien des appuis à l'élaboration des Plans Communaux de Développement (PCD).

Cette deuxième génération de documents intégrait les exigences des Lois d'Orientation de la Décentralisation et celle sur les Règles applicables aux communes. Cette production a aussi été l'occasion d'intégrer dans ces documents les vues du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) et de la Vision du développement du Cameroun Horizon 2035.

Points forts du PDC et du PDL

Le Plan de Développement Communal (PDC) est un document qui a été élaboré à partir de 2003 lors de la phase pilote du PNDP. Cet outil était accompagné de Plans de Développement Locaux (PDL) des Communautés de la Commune. Elaboré à l'époque du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), le PDC couvrait environ 10 secteurs et ne contenait pas les interventions identifiées et à mettre en œuvre dans les villages car ces informations étaient contenues dans les PDL. Il faudra aussi noter que la plupart des interventions consignées dans ces documents étaient essentiellement orientées vers la résolution des problèmes sociaux liés à l'accès aux besoins de base. Ceci en son temps a créé un bicéphalisme au sein de la commune qui d'une part comportait comme porteurs des activités de développement les Communes et d'autres part les communautés à la base. Cela a aussi permis d'être en conformité avec la loi qui a fait de la Commune la plus petite entité décentralisée, et remettre à cet effet le développement de la collectivité aux élus à travers les instances mises en place à cet effet à savoir l'exécutif municipal et le conseil municipal.

Actualisation des PDC en PCD

Suite à l'évaluation de la première phase du PNDP et à la lumière des lois d'Orientation de la Décentralisation du 22 juillet 2004 ainsi que celle relative aux règles applicables aux communes, le législateur a précisé qu'au lieu de PDC, tel que le PNDP l'a conçu au départ, il fallait désormais parler de PCD. Le PDL sera fondu par la suite à l'intérieur du PCD qui devra prendre en compte tous les problèmes et priorités des populations à la base. Au-delà de l'appellation, comme nous l'avons dit tantôt, il a fallu que le PCD intègre des interventions permettant l'accès aux besoins sociaux de base, mais aussi des interventions visant la création des richesses et des emplois conformément à la nouvelle philosophie du Gouvernement traduite dans le DSCE.

De manière plus spécifique et contrairement au PDC, le PCD renferme un certain nombre d'innovations qui le rendent beaucoup plus performant. A cet effet, on pourrait citer la systématisation du diagnostic à tous les

villages de la commune par rapport à l'idée d'unité de planification du PDC et PDL qui comportait un diagnostic réalisé sur la base d'un groupe de villages.

Par ailleurs, le PCD passe d'une dizaine à une trentaine de secteurs afin de couvrir la quasi-totalité des activités des ministères dans le cadre du transfert des compétences. Une innovation majeure consiste aussi pour le PCD à identifier systématiquement et les hiérarchiser, au moins 5 projets sociaux et 3 projets économiques par village et un nombre plus important (15 à 20) au niveau de l'espace urbain communal. Ceci nous amène à avoir une banque de projets considérable qui pourrait servir à tous les guichets de financement du développement au Cameroun.

Il faut ajouter à cela la prise en compte plus forte des questions de genre, celles liées à la petite enfance et aux changements climatiques. La plus grosse innovation vient de l'introduction de la chaîne de Planification Programmation Budgétisation et Suivi Evaluation (PPBS) dans le PCD. Les PDC avaient des plans, mais pas des projets et programmes. Cette avancée a été la plus importante parce qu'elle a permis aux communes d'intégrer et de comprendre les notions de planification stratégique ou de prospective, avec la programmation des investissements qui elle est assise sur des ressources effectivement identifiées.

PCD et pilotage stratégique

Le PCD est un document qui ressort les atouts, les potentialités mais aussi les besoins de tous les villages et localités dans une commune dans tous les secteurs de la vie économique et sociale.

Il a dans sa première partie, la présentation de la commune sur les plans biophysique, sociologique, historique, géographique, économique et autres. Ensuite nous avons une deuxième partie qui présente les résultats des diagnostics présentés sous forme de cadre logiques sectoriels qui constituent effectivement la prospective.

Vient ensuite la programmation avec les programmes et projets prioritaires d'investissements annuels et triennaux, qui sont essentiellement assis sur des ressources identifiées lors d'une étape précédant la programmation.

Une fois les Programmes d'Investissements Prioritaires établis, on devra mettre en place des mécanismes de maturation des projets et de passation des marchés en vue de la réalisation effective des projets et programmes prévus.

La dernière partie du document présente le système de suivi évaluation mis en place afin de faciliter le suivi des activités planifiées, déceler les problèmes qui

surviendront lors de la mise en œuvre des activités programmées, mais aussi de préparer le prochain bilan en vue de la prochaine programmation.

Consécration du PCD

A l'heure actuelle, les trois dernières circulaires du Président de la République du Cameroun instruisant la préparation du Budget d'Investissement Public (BIP), citent le PCD comme étant l'un des documents sur lesquels l'on devrait recourir pour identifier les interventions du BIP à la base.

Il faut noter aussi avec beaucoup d'intérêt le recours systématique du MINEPAT au PCD lors de la préparation plus récemment des Programmes d'Investissement Prioritaires (PIP).

L'utilisation la plus courante de ce document est le fait qu'il est la principale boussole de l'exécutif municipal pour la conduite du développement local dans leurs collectivités respectives. Le Maire et son équipe s'y réfèrent constamment en vue d'identifier, au gré des opportunités, la localisation des investissements sur la base des besoins exprimés.

Une bonne exploitation en est faite sur le plan de la coopération décentralisée, car ce document au-delà des besoins, présente les atouts de ces collectivités qui pourraient leur permettre dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant, de parvenir à des coopérations et jumelages susceptibles de résoudre les problèmes que rencontrent leurs administrés au quotidien.

Accompagnement du PNDP

Lorsqu'on a fini de planifier, on entre dans la phase de promotion du PCD en vue de sa mise en œuvre. Le comité de pilotage mis en place lors de la planification locale devra se muer en comité de suivi pour effectivement s'assurer que les projets de développement envoyés aux divers guichets de financement répondent effectivement aux aspirations exprimées dans les PCD.

L'un des soucis majeurs en cette matière est d'intégrer le fait que le PCD est un outil essentiellement dynamique et qu'en fin d'année, un bilan est fait en terme de nouveaux problèmes à inscrire dans le plan (un orage est passé et a emporté le toit de l'école ou du Centre de santé, un camion surchargé a endommagé un pont important du coin, un bournier important est né suite à la saison de pluies...). C'est pour cela que le Cadre Communal de Développement a été doté d'une moto tout terrain afin de pouvoir se rendre dans tous les recoins de la commune en vue de recenser ces divers problèmes nouveaux qui pourraient rentrer en planification ou programmation. Un cycle appelé à se renouveler sans cesse. ♦

North

411 Communities in Pursuit of More Equal and Sustainable Growth

To know how well the shoe fits, ask the person who wears it. Push the resolve a little further and teach the wearer how to make his own shoe, and it will fit him best.



It is this line of thought that guides the National Community-Driven Development Program (PNDP) as it steadily steps up support for reforms to ensure that development benefits all grassroots people in Cameroon, especially the poor and vulnerable.

The PNDP is currently supporting communities in six regions by having them articulate their visions and development priorities anew. A central theme in the drive is the PNDP's deep concern to see its support targeted more upon disadvantaged individuals, groups and communities, and those who are at risk of becoming disadvantaged to ensure they have an equal voice in decision-making.

In the North region, 411 villages in seven municipalities; Touroua (33), Lagdo (100), Pitoa (62), Barndake (40), Figuil (76), Tcholire (62) and Beka (38), are reviewing their Communal Development Plans following guidelines laid down in 2009 in the Growth and Employment Strategy Paper (GESP), which defines the overall framework for government's development policies. The plans will roll back poverty

and stagnating economic growth in these communities, home to over one hundred thousand people, by giving them increased access to services and infrastructure, and more voice in the development process. The ongoing PNDP initiative aims to address these challenges at the earliest opportunity, aligned with the government's goal to change the way infrastructure and services are delivered to the people – from 'top down' to 'bottom up.'

In effect, it is the third wave of this invaluable aid from the PNDP in the region. The PNDP began this process of letting grassroots people correctly identify the inadequacies hampering growth in their communities in 2010 with an initial group of seven municipalities in the North. A repeat of the initiative with another group of seven municipalities in 2012 resulted in resounding success. Over time, the effectiveness of the process has been improving and there are plans to scale it up to support even more communities in the future.

The new Communal Development Plans that will guide the municipalities for a

period of five years, lay stress on areas like agricultural diversification and productivity to achieve food security, infrastructure development in energy, telecommunications, and transport ; and improvement in human resources through health, education, and training.

Non governmental organizations (Local Support Organisations) – with a track record for doing community based activities – have been identified to work at the village levels to provide technical assistance, training and support to the communities concerned. The leaders of the Local Support Organisations and Local Pilot Committees have been trained or are being trained by the PNDP on how to go about gauging the needs of the communities under their watch using methods like the diagnosis of the communal institution (DIC), diagnosis of communal urban space (DEUC) and participative diagnosis at village levels (DPNV). All these efforts are geared towards making significant contributions towards reducing social exclusion and closing the inequalities gap. ♦

North

LAGDO and PITOA test their participatory analyses

Multi-stakeholder reviews of Communal Development Plans which are underway in the municipalities are using a people-centred approach by which the communities themselves will choose, design and implement projects based on what they need most.

“Make sure you get your interviewee to talk more than you do,” Pachong Jean-Marc, a facilitator with the Groupe d’Initiative Commune de Formation et d’Appui au Développement Intégral Rural (FADIR-GIC), the Local Support Organisation assisting the Lagdo municipality to update its Communal Development Plan, insists. He is explaining a module on how to carry out semi-structured interviews to over twenty-five of his young collaborators who eagerly take down notes.

“Listen more. Talk less. Only that will get the most out of the people whose development needs are to be catered to,” he reiterates. The above sequence of events take place in the Lagdo Town Hall, where the Local Support Organisation’s team, comprising endogenous facilitators and members of the municipality’s pilot committee, is being immersed in skills needed in revising the community’s development plan. The workshop is steered by four trainers from the local support organisation. They are padded by the PNDP’s trainer for the North, Mr Casimir Tekela and his assistant Mr. Demanou Martin.

For close to a week, the data collectors have been having their capacities strengthened on how to successfully carry out a diagnosis of the 100 villages being targeted in Lagdo. But before they set out on their six-month-long stint, a trial run must be carried out in one of the villages to make sure every step of the process is followed to the letter. Ouro Kessoum gets the privilege of being chosen for the test.

On Thursdays, Ouro Kessoum inhabitants are normally busy tilling their fields, selling their yields or looking after their animals. But they have sacrificed all of that because the village head, Ardo Mbombaye Etienne, has summoned them to the village square for something extremely important. They have to take part in a proactive exercise that will result in quality development and the protection of their environment.

For three days the FADIR-GIC’s data collectors are hard at work guiding the people of Ouro Kessoum who take charge of steering their development in three groups; the elderly men, elderly and young women, and young men. By the second day of the diagnosis, each group has been able to come up with a chart, including a

vision statement and a spatial strategy. They also draw up proposals maps which allocate land for specific purposes like housing, retailing, animal rearing, heritage protection, social infrastructure etc, to the admiration of the local support group animators and PNDP trainers on the ground. The list of each group’s priorities are then harmonised to form a common list that meets the aspirations of the participants.

After spending more than three days with the people of Ouro Kessoum doing the participatory village diagnosis, the FADIR-GIC’s data collectors are ready to repeat the analysis in other Lagdo villages.

In Pitoa, the participatory analysis has already gone beyond the level of a trial run. The local support group is steadily closing in on the 62-village mark ahead of it, according to Bouhari Ibrahima, president of the municipality’s pilot committee. He is confident that the Communal Development Plan that will be born out of the process will reflect the minds of the people in his community. ♦



North

TOUROUA unites for development

The National Community-Driven Development Programme (PNDP) and Touroua marked an important milestone on Monday, September 15, 2014, with the formal launch of the process of updating the municipality's Communal Development Plan.

Enthusiasm could be felt in the air in Touroua's teeming town hall. Led by their Lamido, His Royal Highness Aliou Mustapha, droves of people from the thirty-three villages in the municipality braved torrential rains and gathered to witness the formal launch of the process that will culminate with them drawing up a renewed and comprehensive list of what development they need most. Also in attendance were administrative authorities and representatives of the different ministerial departments led by the Divisional Officer for Touroua, Mr. Boubakari Farikou.

"This document is important for the future of our municipality," said the Mayor of Touroua, Mr. Mamadou Sanda, who at several points during the meeting dismantled the French language barrier shutting away some of his people and used Ffulde which they predominately understand. This ensured that the initiative was given an all-inclusive cloak, in consonance with a deal struck between the municipality and the PNDP on February 25, 2013.

"I call on you all to pay attention and actively take part in the workshop so we can have constructive contributions

needed for sustainable development in our community," he told his people.

This will entail a participatory analysis, involving all stakeholders in Touroua, the Mayor went on, to revise the existing Communal Development Plan which has always been their guide, that is to say a tool for planning and piloting change on the one hand, and an instrument for advocacy and negotiation of partnerships on the other. The people are made to understand that the Communal Development Plan is concerned with tackling real issues in their lives, like better health, education and transport, more jobs and less crime, and in making sure that public services work with them in tackling these. The mayor's address sets the tone for participation from all present, the elderly, women and the youth, and a pledge from them to cooperate with the Local Support Organisation.

Following the formal launch, the inhabitants retreat to their homes visibly satisfied and expectant. Room is given for trainers from the Local Support Organisation, Clean Technology Promotion (CTP), which was selected to help Touroua collect data that will help set out a positive, long term vision for its growth, to pass on skills on how to go about diagnosing the municipality's

problems (DIC) as well as those of its urban space (DEUC). The skills they will pass on not only to collaborators within the Local Support Organisation but also to its endogenous facilitators and the Pilot Committee charged with padding the drafting of the community's development plan, were acquired at a training-of-trainers workshop on community planning months before organised by the PNDP in Guider.

The capacity-building exercise continues for the next two days after which Clean Technology Promotion's team is ready to face the task laying in wait ahead of it. For six months, it will be supporting Touroua in carrying out a diagnosis of the municipality as well as of its urban space which will provide invaluable data that will guide the community set out a new road map for implementing community change. For the next five years, the blueprint will clarify what will be done, who will do it and how it will be done. The plan will describe what the community wants to achieve, what activities are required during a specified time period and what resources (money, people and materials) are needed for them to be successful. ♦



North

Figuil blacksmiths take charge of their future

In Figuil, a diagnosis of the communal institution (DIC) as well as an analysis of the municipality's urban space (DEUC) is well on course and closely being monitored.



The community's Local Support Organisation, Enviro-Protect, is already carrying out needs assessment exercises, with full community participation, for 52 trades it has identified. Prominent among them are artisanal blacksmiths and craftsmen who smelt aluminum to produce kitchen utensils, everyday household tools and ornaments.

But these gains have not come without obstacles, according to Jebkalbe Patrice, the head of Enviro-Protect's community development planning team for Figuil. "Some people still find it hard to understand the interest total strangers, as they sometimes call us, have in seeing their livelihoods improved upon," he explains.

"But we have have sought ways like raising awareness and using innovative methods of persuasion through endogenous facilitators to skirt around these difficulties."

Figuil counts a large number of these craftsmen. But rarely have they come together to talk about the problems they face and seek lasting solutions to them. That's no mean feat according to sixty-eight

year-old Essow Samuel, one of the oldest of these blacksmiths in Figuil.

"I have attended all the meetings so far to discuss and select projects that will make our trade and working conditions better," he says. "We work everyday close to extreme heat in unprotected workshops where children pass from time to time as they play. Since we don't have enough protection, it's dangerous for the children and for us too who work close to the fire."

"I am confident that the projects will be successful because I've participated in all the meetings for it," he adds.

Eventhough production methods are largely rudimentary and artisanal, thirty-five year-old Baima Honting Edouard, who has been on the job for the past sixteen years, has been able to save enough off the meagre income raked in by his livelihood to buy two pieces of land and build a house on one for himself and his growing family. Edouard acknowledges that he would make more revenue if his production and marketing methods are improved upon.

At the needs assessment meeting, the craftsmen make creative suggestions that are capable of cancelling their dire living and working conditions. They think up ways to devise improved furnaces that save time and effort and spare them the trouble of ever lurking fire outbreaks.

Essow Samuel is already making trial runs with a furnace operated manually and with electricity. He says he is ready to share his innovation with fellow blacksmiths if the means are made available.

The blacksmiths also suggest that cost could be cut if the furnaces are made to operate with solar-generated electricity.

The blacksmiths are already thinking about creating a guild which will meet regularly and discuss issues like the harmonisation of prices for their products, the expansion of their market and proper disposal of toxic waste from their activity to protect them and their community. All these are ideas that would have remained hidden had they not met thanks to the PNDP's all-inclusive approach to development. ♦

Vox pop North



Garnava Margoudaye
Councillor, Touroua

"Marveled by massive participation"

I am really marveled by the massive participation of the people of Touroua and the different government sectors represented here. Immediately we returned from the meeting the PNDP organised, they got very interested once we informed them about the initiative. When the local support organisation scheduled a meeting to officially launch the process to update the Communal Development Plan, they all turned up. This is evidence that Touroua is very ready to take charge of its development.



Mamadou Sanda,
Mayor, Touroua

"Development is impossible today without proper planning"

I am elated by the role all traditional rulers in Touroua have been playing to make this development initiative a success this far. They have ensured that their people are included every step of the way. Despite the rains, the people made it here because their rulers have told them that development is impossible today without proper planning. I am also grateful for the presence of the government representatives, especially the delegates of public works, water and energy, economy, planning and regional development and health. We are ready to receive the local support organisation so that a Communal Development Plan that truly represents their needs will be done.



Ousmanou Aman Sa'aly,
Mayor, Pitoa

"Reflects what the people aspire to"

This planning exercise reflects what the people aspire to. They will have no reason to say they were excluded from the development process. It is left for them list their priorities. And this is extremely good for me since it eases my job (laughs). The government sectors implicated in the process will give the people needed help in picking projects they want. You know how hard it will be if you ask people in rural areas to do development planning on their own.



Gesata Pierre,
President, Pilot Committee, Lagdo

"We have taken ownership of the process"

Thanks to the participative diagnosis at the level of villages in Lagdo, we have realised that we had human and material resources which we had been overlooking and weaknesses too that could not easily be seen. We have now taken ownership of the procedure. This stage of the planning also greatly concerns the various government sectors in our area. Their presence will give them an idea of what is expected of them on the field.



Mama Abakai,
Mayor, Lagdo

"Planning process is gaining ground"

When the Senior Divisional Officer for Benoue formally launched the initiative to update my community's development plan, all government sectors were summoned as well as all opinion leaders.

It was recommended that everybody; irrespective of gender, physical condition, age or religion, take part in the process. Since then, the pilot committee has been effectively playing its role together with the local support organisation. Meetings are regularly held with the full participation of all stakeholders. In my opinion the planning process is gaining ground considerably.



Essow Samuel,
Blacksmith, Kolere Fulbe, Figuil
"PNDP here to truly help us"

With all that I have heard and seen so far, I know that the PNDP is here to truly help us. So, it is now our duty to take advantage of the opportunity being offered to us and make our lives better. We look forward to seeing our working conditions and tools improved upon. If our tools can be made to run on electricity or solar energy, that will be a very welcome development. I see the PNDP's will to help the poor. I am confident the help will come.



Baima Honting Edouard,
Blacksmith, Kolere Fulbe, Figuil
"Things will change for the better"

I have been on the job for the past sixteen years. Goings have not been very good but I have tried hard to save and buy two pieces of land. I know that if my working conditions are improved upon like the PNDP says it will help us do, things will change for the better. The planning is just at its early stage. I have a strong feeling, though, that it will end well.



Bouhari Ibrahima,
President, Pilot Committee, Pitoa
"Development grows from the bottom"

In the past it was the top that took all the decisions. Today development grows from the bottom because that's where the problems exist. All what the grassroots people need is guidance from experts, government departments and other donor agencies to be able to adequately list their needs. As far as the participation of the people of Pitoa is concerned, they are fully involved in planning their future. The resulting development plan will be a real reflection of their minds.



Boubakari Farikou
Divisional Officer, Touroua
"People-centered development"

The current exercise by the National Community Driven Development Program in collaboration with the Touroua Council realizes government's vision of people-centered development, a significant shift in the way that government interacts with communities in rural areas, and a beginning to reach poor and historically underserved areas. In the end it will result in the creation of a trustworthy document that takes the aspirations of every member of the municipality into account. It will be accepted by everybody.

Ouest

Santchou : les populations mobilisées pour le DPNV

Jeunes, femmes et personnes du 3^e âge ont participé à la définition des grandes lignes du développement au village Tawoum situé dans la région de l'ouest.



08 septembre 2014 : un briefing de l'équipe de reportage avec le maire de Santchou, Guy Efon, permet de savoir quel dispositif a été mis en place pour s'assurer que l'Organisme D'appui Local Groupement d'Appui pour le Développement Durable (GADD) respecte les différents outils adoptés pour l'exercice de planification actuellement en cours dans les six régions du PNDP I : Adamaoua, Centre, Extrême-Nord, Ouest, Nord et Sud.

Quelques bourniers plus loin, qui mettent en lumière la question de la voirie, arrivent au village Tawoum (à Fondonera) dans la partie Mbô de cette commune à cheval entre les régions de l'Ouest et du Littoral. Là, dans ce village désigné comme « village pilote » ou « village zéro » du Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV) de la commune, les populations, environ 130 personnes, sont réunies malgré le temps maussade et la pluie.

Les hommes, de 30 à 70 ans sont réunis autour du chef, Augustin Asoua, quelques notables, occupent une première salle de la chefferie de 3^e degré. Une dizaine de jeunes occupe l'arrière cour autour d'un animateur du GADD. Les femmes, quant à elles, plus nombreuses, plus motivées, participant avec forces, questions et contributions, sont dans une salle de la dépendance. Elles finiront d'ailleurs leurs travaux avant les deux autres groupes.

Les trois groupes sont mobilisés autour des animateurs-planificateurs, qui allient patience, fermeté, persuasion, encouragement pour tirer profit d'un auditoire pas toujours studieux. On commence par l'identification et la matérialisation des infrastructures et ressources naturelles du village. De part et d'autre furent des interventions pour compléter la connaissance géographique du village.

Les femmes, plus dynamiques, et sans doute du fait de leurs occupations quotidiennes, sont déjà à l'Interview Semi-Structurée sur les problèmes et forces du village dans les 28 secteurs du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE). Ces femmes, particulièrement volubiles et enthousiastes quand il faut identifier problèmes et contraintes pour chaque secteur, donnent l'occasion aux planificateurs de compléter le tableau, notamment en termes de poteaux électriques déjà implantés. « Vous voyez, insiste M. Armand Ititi, chef de mission du GADD, c'est très différent de dire qu'il n'y a pas d'électricité et de dire que l'électricité ne couvre pas la totalité du village ». Elles approuvent et applaudissent.

Chez les jeunes, le premier secteur analysé est celui de l'agriculture. Là, ils monopolisent la parole. Le secteur les tient à cœur et ils passent en revue leurs problèmes. Les hommes aussi ont commencé par l'agriculture. Ce qui leur donne l'occasion de regretter que trop peu de jeunes soient mobilisés pour cette

première journée du DPNV. Et pour cause: ils sont, soit au centre-ville à faire du bendskin (mototaxi) qui leur rapporte plus vite que l'agriculture de quoi subvenir à leurs besoins, soit engagés à recueillir du sable du cours d'eau Menoua qui traverse le village. Les hommes, plus aguerris, ont un souci avec la libéralisation du secteur et en veulent « aux coxeurs qui s'en tirent beaucoup mieux que les paysans avec la complicité des usiniers » entend-on dire.

Pour éviter la baisse de concentration ou une dispersion des participants, les planificateurs doivent réunir les groupes qui n'achèvent pas les différents travaux au même moment. Pour ce faire, ils escamotent un peu l'étape de restitution/harmonisation qui doit se faire entre l'identification et l'analyse.

Prochaines étapes : la marche pour la visualisation du village avec des représentants des trois groupes ; puis il y aura l'identification des causes et conséquences des problèmes formulés par secteur, avec les solutions envisagées. A ce moment, l'on passera à l'étape de planification des solutions envisagées, notamment celles qui sont réalisables par la communauté elle-même. Enfin, la mise en place d'un comité de concertation sera précédée de l'identification de huit projets prioritaires du village. « Vous comprenez pourquoi il faut trois à quatre jours pour faire cet important travail », souligne un responsable régional du PNDP. ♦

Ouest

Forte mobilisation et échanges nourris sur le DIC et le DEUC à Bafoussam 2

Une foule nombreuse a répondu présent aux ateliers de restitution des Diagnostics de l'Institution Communale (DIC) et de l'Espace Urbain Communal (DEUC), respectivement les 08 et 09 septembre 2014.

Emmanuel Tagne Ngeko, le maire est à la baguette. Il souhaite vivement avoir le Plan Communal de Développement de Bafoussam II actualisé. L'équipe conduite par Lucie Simo, responsable de l'organisme d'appui local ACAFIA qui regroupe les femmes ingénieurs agronomes du Cameroun restitue les données collectées pendant trois semaines auprès des 35 conseillers municipaux, de 50 employés de la commune et de 15 usagers pris au hasard de leur passage à la mairie pour solliciter un service. La méthodologie utilisée a consisté en l'administration d'une fiche d'enquête avec des entretiens personnalisés et un approfondissement avec le maire.

Une principale difficulté a émaillé ce travail : l'obtention des informations sur certains aspects de gouvernance n'a pas été aisée, souligne Mme Béatrice Kom, chef de mission.

Au sortir des échanges nourris avec les participants, la présentation a fait l'objet de plusieurs enrichissements, notamment en ce qui concerne les grands axes des voies de communication.

Au sujet de l'atelier portant sur les axes de renforcement, il est retenu qu'à cette occasion, les fiches de poste des ressources humaines seront élaborées avec des termes de référence, une meilleure appréciation sera faite de l'assiette fiscale de la commune, mais aussi de son niveau d'endettement. Par ailleurs, le patrimoine communal devait être mieux renseigné de manière à faire clairement apparaître les biens meubles, immeubles et le parc automobile de Bafoussam II. De même, la gestion des relations internes et externes, des partenariats et des rapports avec la tutelle devrait être approfondie. ♦



Une restitution de DIC peu courue à Bangou

A peine vingt personnes ont répondu présentes le 11 septembre 2014 à la restitution du Diagnostic de l'Institution Communale (DIC) à Bangou.

Une pluie battante a quelquefois perturbé les travaux dans cette commune qui souffre encore cruellement d'énergie électrique contraignant les participants à arrêter le groupe électrogène.

Toutefois, l'engagement du 1^{er} adjoint au maire, Charles Nana, par ailleurs Président du Comité de Pilotage, a permis de mobiliser les participants pour une totale implication dans la restitution faite par l'Organisme d'Appui Local Centre d'éducation populaire et d'animation pour le développement (CEPAD). Au final, la présentation faite par MM. Gilbert Soffo, superviseur du CEPAD et Jean Nziali, chef de mission, a subi d'importantes modifications, notamment dans la formulation des problèmes soulevés, la conformité du rendu de certaines informations collectées ou encore dans la formulation des axes de renforcement de la commune.

Après une pause déjeuner, retour en salle : les mêmes participants auxquels s'ajoutent les sectoriels ont dû plancher sur la restitution du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC). ♦



Réactions de l'ouest

**M. Nana**

1^{er} Adjoint au maire de Bangou
Président du Copil

« Que le document réponde aux aspirations des populations »

Nous avons commencé cet exercice depuis les 1^{er} Juillet 2014. Les populations sont mobilisées tout comme les membres du Comité de Pilotage. Les actions de l'OAL sont fortement appréciées même si toute oeuvre humaine est perfectible. Aujourd'hui nous avons espoir que le document qui sortira de ce processus nous donnera les aspirations des populations.

**Béatrice Kom**

Chef de mission ACAFIA, Bafoussam 2

« Les sectoriels ont répondu présent à 95% »

Pendant les deux jours de restitution du DIC et du DEUC, il y a eu deux faits marquants. Tous les conseillers municipaux et l'ensemble de l'exécutif communal ont répondu à cette cérémonie.

Ils ont exprimé leur satisfaction puisque notre action dans le cadre du DIC était inédite dans la commune. Le deuxième jour le même engouement a été observé par les sectoriels et des chefs de quartiers de l'espace urbain. Les sectoriels ont répondu présent à 95%. Nous avons aussi réussi l'exploit de réunir près de 90% des corps de métiers qui ont été pris en considération dans le cadre du DEUC.

**Armand Itti**

Chef de mission GADD, Santchou

« 200 personnes sur 400 ont répondu présent »

Lors du Diagnostic Participatif Niveau Village, j'ai mobilisé toutes les équipes. J'ai eu une participation moyenne puisque les statistiques consolidées durant

les trois jours sont autour de 200 personnes sur les 400 qui vivent effectivement au village. Les élites qui résident dans les autres villes du Cameroun portent la population à 600 habitants au moins, bien que nous n'ayons pas impliqué les enfants de moins de 5 ans et les jeunes de moins de 15 ans.

**Rigobert Tétino**

2^{ème} adjoint au maire de Santchou

Président Copil

« Les chefs de village ont reçu une formation sur les préalables »

Pour qu'on arrive au Diagnostic Participatif Niveau Village, nous avons intégré l'ensemble des acteurs. Mais ce sont les chefs de village qui ont été invités à une formation préalable pour accompagner dans la sensibilisation et l'information. Nous faisons des simulations pour qu'ils comprennent l'ensemble du processus. Tout se passe bien.

**Emmanuel Seumo,**

Conseiller municipal Bangou,

Membre du Copil

« L'OAL, les conseillers municipaux et le Comité de Pilotage sont en synergie »

Nous avons beaucoup travaillé en synergie avec tous les acteurs : OAL, conseillers municipaux, Comité de

Pilotage pour le Plan Communal de Développement grâce au PNDP. Avec ce document, les exécutifs communaux vont changer leur système de travail.

**Odile Mambou**

Cultivatrice à Tawoum

« Au termes de cette journée nous avons des bonnes solutions à nos problèmes »

Au terme de cette journée, je pense que nous aurons de bonnes solutions à nos problèmes. Nous attendons une case de santé, des conditions pour les enseignants et une école maternelle. Mais le plus dure, c'est l'eau potable. Jusqu'à ce jour, le problème le plus grave c'est l'eau potable. Nous buvons l'eau des marres. Il faut qu'on essaye de nous donner des infrastructures pour améliorer notre cadre de vie.

**Dieudonné Kejo**

Planteur à Tawoum

« Ce diagnostic nous permet de voir l'avenir »

Le diagnostic que nous avons fait nous permet de voir l'avenir en rose dans les prochaines années. L'Etat nous a donné la possibilité de présenter nos besoins. Je suis confiant que les solutions seront trouvées pour améliorer nos conditions de vie. Je vois déjà mon village en train de se développer.

**Jean Pierre Tchana Sinou**

Notable à la cour royale de Bangou, ancien proviseur de lycée

« Désormais, on pourra apprécier le travail des uns et des autres »

J'ai été agréablement surpris par la restitution du travail qui a été fait à partir de la base pour recevoir les besoins des populations. Désormais on pourra apprécier le travail des uns et des autres à travers ce document de planification. De même que ce document, mérite une multitude de compétences pour sa réalisation. J'ai été surpris par la structuration du dispositif en cours. Si chacun s'y met, les populations pourront trouver leur compte.

**Dr Jonas Kouamou**

1^{er} adjoint au maire de Bangangté

Président du Copil,

« Il y a un arbitrage à chaque niveau »

Les activités se déroulent bien, elles ont failli s'étouffer parce qu'on allait un peu vite, mais le maire de la commune a rectifié ce rythme de telle sorte qu'aujourd'hui, le Diagnostic Institutionnel Communal et le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal sont achevés. Le reste est fait normalement. Au niveau des Diagnostics Niveau Village, il y a eu un arbitrage à chaque fois. Puisque chaque citoyen voulait tirer le développement dans sa localité. Nous avons pour mission de privilégier les projets communautaires au détriment des aspirations individuelles.

**Nono**

Sénateur de Bangangté

« Forte adhésion des populations »

J'ai sensibilisé les populations avec la collaboration des différents chefs des quartiers. Nous avons d'ailleurs vu une forte adhésion des populations. Nous avons lu l'ensemble de l'ancien Plan de Développement Communal de la commune de Bangangté. Nous avons retrouvé un ensemble d'éléments indispensables pour le développement de notre commune. Il faut toujours l'exploiter pour que notre commune continue à mieux se porter.

Adamaoua

283 villages au peigne fin à Banyo

C'est la principale mission du processus d'actualisation et de mutation du document de planification de la commune Banyo.

La mutation est importante en matière de planification du développement local dans la commune de Banyo. D'ici neuf mois, les populations des 283 villages de la commune de Banyo auront un nouveau document d'orientation en matière de développement. C'est le Service d'Appui au Développement Rural (SADER) qui a été retenu en décembre 2013, comme Organisme d'Appui Local. Le contrat y afférent est également signé depuis le 14 mai 2014.

Sur le terrain, c'est effectivement du 2 au 15 juillet 2014 que le processus a débuté par une formation conduite par le Programme National de Développement Participatif (PNDP). Parmi les participants, figuraient les élus locaux, les membres de l'OAL et ceux des Comités de Pilotage du processus. Au stade actuel, les responsables de SADER s'activent dans le dépouillement et l'analyse des données collectées en vue de l'élaboration du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) et du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC).

Dans le cadre du DIC, les sectoriels sont d'une grande importance puisqu'ils ont une vue d'ensemble, informe M. Bruno Guillaume Wahoum, coordonnateur de SADER. Sauf que, ils sont parfois indisponibles, lance le responsable technique de cette OAL. En droite ligne de l'approche « Bottom-up », l'équipe de SADER, s'est illustrée dans la commune de Banyo en se rapprochant d'une trentaine de corps de métiers : les aubergistes, les mécaniciens, les soudeurs, les tenanciers de débits de boisson, les chauffeurs, les éleveurs, les taxis moto, les artisans, les agriculteurs, les cordonniers, les tenanciers de « call box »... Là aussi, l'une des difficultés réside au niveau de

la collaboration de ces acteurs du secteur informel. « Ils nous considèrent sur le terrain comme des agents des impôts » regrette un agent planificateur, infirmier vétérinaire de formation.

Cette étape constitue un préalable avant l'extension des activités au niveau des villages. Pour le cas de la commune de Banyo, bien que la superficie actuelle de 4 380 Km² n'épouse plus les contours de 2008, lors de l'élaboration du Plan de Développement Communal, fort est de constater que l'action orchestrée par le PNDP couvrira 283 villages. Une évolution par rapport à 2008 où la planification s'effectuait par un regroupement de cinq villages dans ce qu'on appelait Unités de Planification Participative.

De plus, le nombre de secteurs impliqués est passé de 10 à 29. Le but est d'identifier l'ensemble des atouts, contraintes et potentialités des populations autour de cinq idées de projets à vocation sociale et trois autres projets à finalité économique pour impulser une économie locale. Pour assurer la pleine participation des populations, des comités de concertation sont mis en place pour identifier et prioriser les besoins des populations. C'est à cette séance que nous avons assisté dans la localité de Mbamti- Katarko à 30 Km de Banyo.

Ici onze membres parmi lesquels deux femmes réfléchissent sur l'avenir des 11 chefferies. L'accent est mis sur les infrastructures de transport en plus de la route bitumée et éclairée grâce aux pylônes alimentés par le soleil. Il faut que les ponts définitifs viennent remplacer les ponts de singe, relève Aliou Harouna, l'adolescent qui assure les fonctions de secrétaire général de ce Comité de Concertation (CC) qui se tient dans une pièce de

fortune servant de bureau d'état civil. Le regard fixe dans un coin de cet espace de deux mètres carré, M. Aboubakar Adamou, Président du CC, affirme que les populations souhaitent la construction d'un nouveau centre d'état civil. Ce sont ces préoccupations, non exhaustives, des populations à partir de la base qui sortiront du document de planification en cours d'actualisation dans la commune de Banyo.

En termes d'évaluation de l'ancien Plan de Développement Communal élaboré en 2008, l'OAL affirme que la tendance montre que les projets financés par les bailleurs de fonds tirent leur origine de ce document. L'Etat en a fait un repère dans le cadre du Budget d'Investissement Public. Mais un accent est en train d'être mis pour comprendre l'usage qu'en a fait la commune en matière de financement sur fonds propres. Au final, 1 318 316 000 F CFA ont été investis entre 2009 et 2013 dans la commune de Banyo par le PNDP, le FEICOM, et l'Etat. S'agissant de l'investissement de la commune, l'on note une absence de trace documentaire bien que des projets soient réalisés sur le terrain. C'est le secteur de l'éducation de Base qui a bénéficié de la plus grande enveloppe avec près de 523 millions de F CFA.

Des chiffres qui pourront s'améliorer avec la touche particulière du processus d'actualisation du Plan de Développement Communal. La plus value est que le Plan Communal de Développement qui sortira de ce processus, repose sur une approche transversale qui commande la prise en compte des questions relatives à la petite enfance, aux changements climatiques, à l'économie locale, au plan de communication... ♦

Adamaoua

Croisade contre le sous-développement à Bankim

Les populations de la commune de Bankim dans le département du Mayo Banyo ont démontré leur engagement à améliorer leurs conditions de vie au cours d'une assise le Samedi 6 septembre 2014.

Une session extraordinaire du Conseil Municipal s'est tenue dans la salle de délibération de la mairie de Bankim le 6 septembre 2014. Les élites, les populations, les membres du Conseil Municipal, les responsables des services déconcentrés de l'Etat, les chefs traditionnels des six cantons, sous la présidence du préfet du Mayo Banyo ont fortement échangé sur les contours du Plan Communal de Développement en cours d'actualisation dans leur commune. Cette articulation a donc occupé les esprits après une heure d'échanges et d'adoption des nouveaux « réaménagements des tarifs de l'impôt libérateur pour les transports et des tarifs trimestriels de la taxe de stationnement », suite à une dépêche du Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation datée au 15 juillet 2014.

Cela tient sans doute à l'état de la route qui va de Tibati en passant par Banyo et qui débouche à la lisière de la région de l'Ouest. Un véritable calvaire pour les usagers notamment en début septembre où la pluie arrose certaines parties de la de l'Adamaoua, la région château d'eau du Cameroun. L'équipe de reportage du PNDP en a d'ailleurs fait les frais. En route pour Banyo, nous avons évité de justesse de basculer dans une rivière située à l'entrée du village Koata, à 35 Km après notre départ de Tibati. Une situation qui a immobilisé le véhicule Prado 4x4 durant plus d'une heure de temps. C'est la force des bras des populations et d'un pick-up de marque Toyota qui a permis de remorquer le véhicule. Qui ne reprendra son fonctionnement normal que plus de quarante minutes plus tard. Heureusement que les populations du village Koata sont sensibilisées sur les avantages du développement local. Sauf que là, la force de leur bras a été valorisé séance tenante par un billet de 10 000 FCFA.

C'est donc tout naturellement qu'au cours du Conseil Municipal extraordinaire élargi aux sectoriels et ouvert aux populations, à l'unisson, l'assistance a émis la volonté de voir une amélioration de la voirie de leur commune en particulier mais aussi de la Nationale N°6 qui part de Bafoussam à

certaines villes de l'Adamaoua. Une réalité expliquée par M. Victor Voundina, délégué départemental du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain dans le Mayo Banyo. Il est urgent d'inscrire dans le Plan Communal de Développement en élaboration le bitumage des routes dans la commune de Bankim.

D'avantage, le maire de la commune de Bankim, M. Philippe Njowé a invité les responsables du PNDP et de l'Organisme d'Appui Local (OAL) a présenté les enjeux et le contexte du processus d'actualisation du PDC et de sa mutation en PCD. Pour M. Bernard Sali, Responsable Régional Formation et Développement des Capacités à la Cellule Régionale de Coordination de l'Adamaoua, le processus en cours vise à intégrer toutes les préoccupations des populations des villages de la commune de Bankim dans un document unique de planification. Et de poursuivre que contrairement à la pratique ayant conduit à l'élaboration du PDC en 2008, les mécanismes actuels vont assurer la prise en compte de l'ensemble des regroupements dans ce territoire situé à la frontière avec la région de l'Ouest Cameroun.

« L'Etat camerounais ne veut oublier aucun individu dans le processus de planification » éclaire M. Sali sous le regard des autorités traditionnelles qui exigent pour certains d'amples explications. Dans ce contexte de sensibilisation des populations, Bruno Guillaume Wahoum, Ingénieur Agroéconomiste et Coordonnateur National du Service d'Appui au Développement Rural (SADER), l'OAL retenu pour la conduite du processus d'actualisation du PDC a expliqué les contours du projet en droite ligne des orientations exprimées par M. Sali. Il a aussi présenté un bilan à mi-parcours de son action sur le terrain depuis le lancement officiel le 14 Août 2014.

Ainsi, il a précisé le passage de 34 Unités de Planification Participative de 2008 à 74 villages. Chaque village, organisé en Comité de Concertation, dans ces terres qui ont la particularité d'être le seul bassin de production du cacao et du café de la région de l'Adamaoua, aura droit à cinq idées de

projets sociaux et à trois idées de projets économiques. Le but étant de répondre aux attentes des populations qui se sont exprimées du 13 août au 2 septembre 2014 dans le cadre du Diagnostic Institutionnel Communal et du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal.

Le rôle des élites réunies dans le Conseil Municipal a été relevé pour faciliter la sensibilisation dans les villages et coins reculés de la commune. Ceci pour mettre fin au calvaire des populations de l'ensemble de la commune en particulier mais aussi du département du Mayo Banyo en général. Comme cette route en construction par H.A.B. BTP qui a contraint les usagers à passer 48 heures en plein air après l'effondrement de la passerelle de déviation sur la rivière « Da » et qui failli avaler notre véhicule lors de notre entrée dans les communes de Banyo et Bankim.

La situation est d'ailleurs plus grave. La route est complètement coupée en deux. Les ouvriers de la H.A.B. BTP s'activent sur le tablier métallique du pont en construction. Un engin se sert de son bras d'acier mobile pour sortir un camion plein de carburant de l'eau. Dans cette attente, une longue file de voitures à destination de Tibati et d'autres dans le sens inverse d'où nous avons été contraints de garer de 13 heures à 18 heures, s'est formée sur les deux rives du fleuve.

Un marché de fortune a été créé séance tenante par les riverains. Après avoir mangé un plat de riz ou de couscous dans les conditions d'insalubrité, c'est dans la rivière que les passagers se sont désaltérés. Tous les âges étaient au rendez-vous. Tandis que d'autres prenaient leur bain à ciel ouvert, les femmes offraient cette eau fortement non potable à leur bébé. A chaque fois, les membres de l'équipe du PNDP ont sensibilisé et offert les réserves d'eau disponibles dans leurs bagages à ses bébés qui pour l'essentiel n'avaient pas dépassé les six premiers mois. Certainement le PCD en cours d'élaboration va intégrer un point d'eau dans le premier village de ces commerçants situé à un jet de pierre de cette rivière. ♦

Réactions de l'Adamaoua



Hon. Amassomou Ndifoané
Ancien député à l'Assemblée nationale
« Un accent sur l'éducation, la santé, l'eau et les infrastructures de transport »

Nous avons apprécié l'arrivée du PNDP le Mayo Banyo et particulièrement dans la commune de Bankim. Au début la sensibilisation posait un problème. C'est fort de ma position de député à l'Assemblée nationale que j'ai pu fédérer toutes les parties. Aujourd'hui le principal défi c'est que les populations participent aussi financièrement. Les principales préoccupations reposent sur l'éducation, la santé, l'eau et les infrastructures de transport.



Bouba Salihou
S.G Comité de Pilotage commune de Banyo

« Nous produirons des rapports alternatifs pour contrôler l'action de l'OAL »

Notre principale mission est d'accompagner l'OAL dans la confection du PCD. Nous rendons compte à l'exécutif communal de l'action de cet OAL dans l'ensemble du processus. Nous intervenons à tous les niveaux tant pour le DIC que pour le DEUC. C'est un travail de veille sur les atouts et les faiblesses de la commune. Nous sommes onze personnes à siéger au COPIL. Nous avons les instruments de mesure pour nous assurer de la véracité du travail mené par l'OAL. Nous faisons des rapports alternatifs après le passage de l'OAL dans tous les secteurs.



Germain Nemgné
Délégué départemental du MINADER du Mayo Banyo

« Nous fournissons les statistiques fraîches dans notre secteur »

Je suis là depuis quelques années et j'entretiens de bonne relation avec la mairie de la commune. Ceci bien avant le début des transferts des compétences dans le cadre de la décentralisation. C'est pourquoi nous prenons une part active dans l'élaboration du PCD de la commune de Bankim. Notre action principale est de mettre à la disposition de l'OAL des statistiques fraîches qui répondent au besoin des populations. L'action du PNDP a permis de fédérer tous les forces dans le sens du développement. Il faut que la population s'implique davantage et saisisse tous les opportunités qui seront contenues dans le PCD.



Anne-Marie Pekou
Député Suppléante
Femme rurale commune de Bankim
« Nous allons sensibiliser sur les problèmes des personnes handicapées »

Nous avons beaucoup d'attentes au niveau de la jeune fille. Nous mobilisons les femmes et les hommes à exprimer leurs besoins et stimuler le développement. Il faut pour cela changer les mentalités des hommes. Cela passe par la mise en place d'un centre de promotion des femmes et de la jeune fille. Il faut aussi prendre en compte le problème des enfants plus particulièrement les enfants handicapés. Ils sont de plus en plus nombreux dans notre commune. Il faut que le Plan Communal de Développement en cours d'élaboration prenne en compte les problèmes des enfants handicapés notamment en ce qui concerne leur éducation. Nous partons de Bankim pour inscrire nos enfants à Maroua ou à Bafoussam.



Zacharie Ngnigman
Conseiller Municipal à la mairie de Bankim

« L'implication des conseillers municipaux est importante dans la sensibilisation »

Le PCD est pour nous l'appel au développement : élites, populations et élus de notre conseil municipal. C'est donc une implication de premier choix. En amont et en aval de l'ensemble du processus. L'implication des conseillers municipaux dans la mobilisation des populations doit être apportée à l'OAL retenu par le PNDP et la commune.



Victor Voundina,
Délégué départemental du MINDUH du Mayo Banyo,

« Nous avons présenté nos projets prioritaires à l'OAL »

Nous avons déjà reçu les fiches d'enquête. L'OAL et nous avons renseigné toutes les lignes. Nous avons aussi présenté nos projets prioritaires au niveau du département. La communion va se poursuivre et d'ici la fin du processus nous mettrons chaque fois que cela sera possible les éléments susceptibles d'impulser le développement urbain de la commune de Bankim. En termes de priorité il faut penser à l'élaboration d'un document de planification urbain. Il faut améliorer la voirie de Bankim en donnant à cette commune une voirie revêtue.



Ibrahima Hadji
Maire de la commune de Banyo
« Nous avons pour ambition de lutter contre l'exode rural »

Les sectoriels jouent un rôle important dans le processus actuel de révision de mutation de notre document de planification. Les sectoriels sont mes guides. Ils me fournissent les statistiques fiables et les besoins dans leurs différents secteurs. Au sein de la mairie, le Comité de Pilotage veille aussi au respect des réalités de notre commune. C'est dans cette option que nous avons des priorités en matière de voirie et d'éclairage public tant en milieu urbain que rural. La participation des populations dans le développement de la commune de Banyo est de plus en plus une priorité.



Marthe Mbarakona Kanmgbé
2^{ème} Adjoint au Maire de Bankim
« Mon village n'avait pas été pris en compte en 2008, il le sera en 2014 »

En 2008, dans le cadre de la mise en place du Plan de Développement Communal, nous avons été greffés à un village pilote. Ce qui n'a pas entraîné une participation de toutes populations de notre village. Il y a d'ailleurs eu des frustrations dans notre village qui pensait être exclu de la commune. Nous avons pensé aussi que nous n'étions plus impliqués dans les questions de développement. Nous pensons que l'actualisation et la mutation du PCD en Plan Communal de Développement viendra résoudre ce problème. Et nous allons veiller à ce que l'ensemble des localités soient pris en compte dans ce nouveau document de développement.

Extrême-Nord

Des salles de classe et de l'eau pour le bonheur de Zedek Garré

Le processus de planification a commencé le 22 juillet 2014 avec la formation de l'OAL et du COPIL, suivi de la réalisation du DIC et du DEUC avant le DPNV.

Il est 12 heures ce 16 septembre lorsque nous arrivons à Bedji Bedji, à un jet de pierre de la mairie de Bogo, département du Diamaré. Trois groupes formés de jeunes gens, des femmes et d'hommes adultes discutent de part et d'autre du forage du village, en écrivant de temps en temps sur une carte posée à même le sol. En tout, une centaine de personnes sont concentrées à la tâche. Depuis quelques semaines, la commune est engagée dans l'élaboration de son Plan Communal de Développement (PCD). Pour le DPNV, Bedji Bedji sert de « village zéro », celui où l'on teste les différents outils du processus de planification avant de se déployer dans tous les villages. L'exercice va durer deux jours, sous l'encadrement de François Ndjouyang, le superviseur de PI-PNVRA, l'OAL retenu pour l'accompagnement du processus d'élaboration du PDC de Bogo.

« Nous sommes actuellement au niveau de la cartographie en groupes socioprofessionnels (jeunes, femmes hommes) qui sera suivie par les Interviews Semi-Structurées et le profil historique », explique François Ndjouyang. L'échange sur les activités du DPNV est interrompu par M. Mankongo, de la Cellule Régionale du PNPD de l'Extrême-Nord. Il a remarqué que depuis quelques instants, c'est la même personne qui s'exprime dans le groupe des femmes. « Pour le moment, les autres ne veulent pas encore intervenir », lui répond-on. « Vous devez trouver des moyens de faire participer tout le monde, sinon, certaines vont se contenter d'être des spectateurs. Demandez à chaque femme de représenter sa maison sur la carte », réplique M. Mankongo. Cette suggestion permet d'étoffer la carte par une dizaine de symboles représentant les maisons. En plus des habitations, la carte indique aussi les champs, les partages, les routes, les cours d'eau, ponts, etc. Sur ces entrefaits, le superviseur rappelle que le temps imparti pour cette activité est épuisé.

Cartographie participative

C'est le moment de la restitution. Chaque groupe, doit présenter et expliquer sa carte et ce qui y figure, afin que les autres habitants puissent éventuellement y apporter des corrections. Un doigt s'élève pour demander la parole. En fait, l'homme

veut attirer l'attention de l'assistance sur une voix qui monte au loin... C'est le muezzin qui appelle à la prière. Il est 13h45. La séance est suspendue. Les travaux reprendront à 15h. À terme, l'objectif est d'aboutir à une analyse diagnostique aussi complète que possible de la localité. Il s'agit également de recueillir et d'ordonner les informations existantes, d'identifier les principales contraintes et les principaux atouts, ainsi que les opportunités et les menaces. « Après Bedji Bedji, nous allons constituer deux équipes qui vont sillonner les autres villages, à raison de 2 ou 3 jours par village », indique le président du Comité de Pilotage (COPIL).

C'est ainsi que le DPNV de Zedek Garré a eu lieu du 26 au 29 septembre 2014. L'analyse simple a permis d'identifier des solutions endogènes dans neuf secteurs. Pour l'agriculture par exemple, il ressort que le principal problème est « la difficulté à pratiquer une agriculture rentable. » Une situation causée d'une part par « le retard ou l'irrégularité des pluies et l'insuffisance des semences améliorées ». Des causes qui sont à l'origine des « mauvais rendements agricoles et la faible production agricole enregistrée dans le village », selon les habitants. Pour y remédier, les solutions endogènes proposées sont : « utiliser des variétés de semences précoces et résistantes au stress hydrique ; intensifier la production et l'utilisation des semences améliorées. » Comme conditions de succès, les habitants souhaitent un « encadrement rapproché de l'agent AVZ ou chef de poste agricole et que, la recherche, à travers les structures de recherches existantes, mette à la disposition des multiplicateurs des semences de base ».

Solutions endogènes

Pour ce qui est de l'élevage, deux problèmes se posent avec acuité. D'abord, la difficulté à pratiquer un élevage rentable, puis l'insuffisance des pâturages. Dans le premier cas, la cause serait les maladies animales et la mortalité animale. L'effet direct qui en résulte est la baisse des revenus. La solution endogène proposée est de « suivre et respecter le calendrier vaccinal des animaux proposé par les agents encadreurs du MINEPIA. » Ce qui nécessite un encadrement rapproché de l'agent AVZ ou chef du centre zootechnique

et vétérinaire. Le second problème entraîne l'amaigrissement des animaux, la morbidité et la mortalité animales. Pour le juguler, les habitants proposent de « créer des pâturages artificiels en utilisant des espèces appréciées par les animaux ». Ceci est possible, soutiennent-ils, si « la recherche et la SODECOTON, à travers les structures d'encadrement, mettent à la disposition des éleveurs des semences des plantes fourragères, comme ils l'ont fait par le passé ».

Pour l'éducation (primaire et secondaire), l'insuffisance des infrastructures scolaires est le problème crucial. Les effets identifiés étant la difficulté d'accès à l'école ou à suivre les enseignements ainsi que la faible scolarisation des enfants en âge scolaire. La solution endogène proposée est de « construire des salles de classe en matériaux provisoires, c'est-à-dire des tiges de mil et de la paille ». De la même manière, les autres secteurs (santé, travaux publics, etc.) sont passés au crible.

Au terme de l'exercice, les habitants de Zedek Garré ont retenu huit projets prioritaires : cinq projets sociaux et trois projets économiques, c'est-à-dire générateur de revenus. Pour ce qui est des projets sociaux, il s'agit de la construction d'un bloc de 2 salles de classes au CES de Zedek ; la construction d'un bloc de 2 salles de classes à l'école publique de Zedek ; la construction d'un bloc de 2 salles de classes à l'école publique de Bariaré ; la construction d'un forage au CES de Zedek ; la construction d'un forage au quartier Yokoré. Quant aux projets économiques, il s'agit de « la construction d'un forage pastoral aménagé, équipé et alimenté à l'énergie solaire au quartier Garé ; la construction de boutiques au marché périodique de Zedek et la construction d'un magasin de céréales d'une capacité de 100 tonnes au marché de Zedek. »

Pour défendre les intérêts du village et veiller à ce que ses préoccupations soient effectivement prises en compte dans le PCD, un comité de concertation a été mis sur pied le 19 septembre. Composée 13 personnes, il est présidé par Hamidou Issa. ♦

Extrême-Nord

La commune de Bogo dépendante des ressources extérieures

Insuffisance du personnel qualifié, exigüité de la mairie et vieillissement du patrimoine sont les principales faiblesses de l'institution communale.

Dans le cadre de l'actualisation du Plan de Développement Communal (PDC) de Bogo, la mairie s'est soumise à un Diagnostic de l'Institution Communale (DIC). Il s'agit d'une évaluation de l'organisation et du fonctionnement de ses services. Le DIC vise donc à s'assurer que dans les domaines de la gestion des ressources humaines, financières, du patrimoine et des partenariats, la commune est à la hauteur des enjeux. Du 1^{er} au 20 août 2014, une équipe de PI-PNVRA, OAL d'accompagnement du processus dans cette commune, a procédé à la collecte et à l'analyse des données de l'institution. L'exercice a porté sur les ressources humaines de la municipalité avec une analyse de la situation du personnel communal, la composition et le fonctionnement des organes (exécutif communal, conseil municipal); la gestion des ressources financières, notamment le processus d'élaboration du budget communal, la structure du budget, le mécanisme de collecte des ressources financières propres, la structure des comptes administratifs des trois derniers exercices ; une évaluation du patrimoine communal et son système de gestion. Le pré-rapport a fait l'objet de corrections du 5 au 11 septembre 2014.

Il en ressort que l'administration de la commune de Bogo compte 14 personnes dont 10 hommes et 4 femmes. Sur les 14 employés, 03 sont des décisionnaires, 09 contractuels et 02 fonctionnaires mis à la disposition de l'institution communale. La majorité de cet effectif est sans véritable qualification, puisque 08 personnes ont un niveau scolaire inférieur ou égal au

CEP. Par ailleurs, 05 personnes ont moins de 45 ans. L'ensemble du personnel a une rémunération supérieure au SMIG. Deux personnes seulement ont un salaire inférieur à 50 000 FCFA. La masse salariale mensuelle de la commune est de 1 160 670 FCFA, soit un total annuel de 13 928 040 FCFA. Pour François Ndjouyang le superviseur de PI-PNVRA, la principale faiblesse de la commune est donc l'insuffisance du personnel. « Le secrétariat général n'a pour seul personnel que le secrétaire général. De même, le bureau de l'état civil qui ne compte que le secrétaire d'état civil comme unique agent de ce service », illustre-t-il. Autres insuffisances notées, « une faiblesse en matière de recrutement du personnel puisque le genre n'est pas suffisamment pris en compte. » Par contre, le fait que l'ensemble du personnel ait un statut de permanent avec une rémunération acceptable est considéré comme un atout. Cela montre que ces gens peuvent pleinement se consacrer à leur travail.

L'analyse financière a épluché la gestion financière de 2011 à 2013. Ainsi, sur un budget de 256 610 724 FCFA en 2013, l'exécutif municipal a consacré 135 051 864 FCFA aux investissements et 121 558 860 FCFA au fonctionnement. En 2012, ce sont 171 083 154 FCFA qui ont été alloués aux investissements et 97 383 924 FCFA pour le fonctionnement. En 2011, 168 817 679 FCFA ont été affectés dans l'investissement contre 154 485 858 FCFA pour le fonctionnement. L'OAL note que « ces investissements n'auraient pu se réaliser sans des ressources extérieures, au regard de la faiblesse des recettes propres de la commune ». En effet, l'exploitation des

comptes administratifs des trois derniers exercices a permis de remarquer que les recettes propres de la commune se chiffrent en 2011 à 14 711 439 FCFA, 16 781 826 FCFA en 2012 et 11 127 915 FCFA. Le document souligne l'écart entre les recettes potentielles et les recettes collectées. D'après les comptes d'exploitation des années 2011, 2012 et 2013, les recettes potentielles de la commune de Bogo se situent à 20 000 040 FCFA. Ce qui donne un taux de réalisation de 72,11% en 2011, 83,74% en 2012 et 55,59%. La baisse des recettes propres en 2013 n'a pas été perceptible dans le budget global de la commune. Explication, une augmentation des ressources extérieures de la commune, notamment les CAC qui sont passés de 63,83% en 2011 à 76,56% en 2012 et à 94,95% en 2013, « rendant la commune financièrement dépendante des dites ressources », indique le document.

Au niveau du patrimoine, le DIC révèle que la commune dispose d'un inventaire du patrimoine, mais qui n'est pas mis à jour et n'est pas exhaustif. La plupart des bâtiments communaux de Bogo existent depuis plus de 30 ans et devraient, en principe être hors d'usage. Mais, note l'OAL, « compte tenu de la régularité de leur entretien, ces bâtiments sont encore en bon état et bien fonctionnels. Ce qui est une force dans la gestion du patrimoine ». Cependant, la commune ne prévoit pas d'amortissement du matériel roulant. Par ailleurs, l'exercice révèle que le bâtiment qui abrite les services de la mairie est manifestement exigu. « Seul un des quatre adjoints au maire dispose d'un bureau. Il est souhaitable que la commune se dote d'un hôtel de ville digne de ce nom », recommande l'OAL. ♦



Réactions de l'Extrême-Nord



Abraham Deli, ACD
Rapporteur du COPIL, Mogodé

« Toutes les couches sociales ont participé »

Je veille à ce que les projets retenus ressortent effectivement dans le PCD puis je m'assure du suivi des projets de développement. S'agissant de ce que nous appelons dans le jargon de la planification « village zéro », je suis frappé par la mobilisation et la participation très actives de toutes les couches sociales: les jeunes, les femmes et les adultes.



Hamidou Oumarou
Président du COPIL, Bogo

« Nous avons mobilisé toutes les couches socioprofessionnelles »

Du 22 au 24 juillet 2014, on a procédé à la formation de l' OAL et du COPIL en vue de la réalisation du DIC et du DEUC.

Nous avons rencontré le chef du quartier de Bedji Bedji qui est constitué de 6 villages; on a réussi à mobiliser tous les chefs de ces villages et avec eux, nous avons mobilisé toutes les couches socioprofessionnelles de Bedji Bedji (jeunes, femmes, hommes).



François Ndjoayang
Superviseur PI-PNVRA, Bogo

« Les habitants sont très réceptifs mais on a quelques difficultés »

En tant qu'OAL, nous avons en charge l'actualisation du PDC de la commune de Bogo. En tant que tel, notre mission est de doter la commune de Bogo

d'un outil qui peut lui servir de boussole pour la réalisation de ses projets de développement. Nous avons à couvrir 22 villages repartis à travers la commune qui s'étend sur presque 560Km². Au plus fort de la saison des pluies, nous avons préféré commencer par le DIC et le DEUC. Ses activités se déroulant en ville, cela limite la nuisance des pluies. A présent que la saison des pluies baisse en intensité, nous sommes au niveau des villages. Même si le mauvais état des routes ne facilite pas toujours la mobilité de nos équipes. Les habitants sont très réceptifs, mais on a quelques difficultés à respecter le chronogramme à cause de la particularité de la population cible, constituée d'éleveurs et d'agriculteurs.



Mme Akono née Djoubaïdatou
ACD de Bogo

« J'interviens à chacune de ces étapes »

J'assure le secrétariat du Copil. A ce titre, je suis responsable du suivi des activités de l'OAL, de l'élaboration du plan d'action, du rapport mensuel et du rapport de mission. Mais la planification est une activité en plusieurs étapes, notamment la préparation, le diagnostic et la planification proprement dite, la mobilisation des ressources, la programmation et la mise en œuvre. Et, j'interviens à chacune de ces étapes en tant que cadre communal de développement de Bogo. Quand je vois la mobilisation et la participation des habitants du village aux différentes activités, je peux dire que le message passe. En fait, tout dépend de la sensibilisation et de l'information qu'on donne à la population. C'est la sensibilisation qui fait à ce que la population soit réceptive.



Damien Zokom
Maire de Mokolo

« Dans le PCD, les projets sont identifiés, justifiés et prioritaires »

Le lancement du processus d'actualisation du PDC nous a permis d'avoir un aperçu des nouvelles méthodes de travail que nous allons utiliser à l'avenir. Au cours de l'intervention du PNDP, il y a un point qui a attiré mon attention. C'est sur les investissements à réaliser aussi bien en zone urbaine que rurale. Quand on parle du développement d'une ville, cela s'accompagne de certains équipements comme l'adduction d'eau, l'éclairage public, etc. Or ce sont des actions que nous ne pouvions pas poser en zone rurale.



Bouba Hamadou
1^{er} adjoint au maire de Bogo

« Désormais, c'est la base qui identifie et priorise nos besoins »

Grace au PNDP, nous avons compris qu'il ne s'agissait pas seulement d'énumérer les besoins pour montrer qu'on est soucieux du développement. Encore faut-il d'une part, produire des justificatifs suffisants qui montrent l'effectivité du besoin et son caractère prioritaire pour les bénéficiaires et, d'autre part, être à même d'apporter sa contribution, aussi modeste soit-elle, à la réalisation dudit projet. Désormais, c'est la base, qui identifie et priorise nos besoins et nos projets. Progressivement, on installe en nous une certaine prise de conscience.



Gilbert Yama
Maire de Mogodé

« Ce sont les populations qui doivent dire quelles sont leurs priorités »

Pour nous, c'était un baptême de feu. Nous avons découvert et expérimenté les unités de planification, le Plan de Développement Local, etc. Cet exercice a permis de recenser et de programmer les différents projets retenus à la base par les populations. Et, c'est ce plan que nous avons utilisé au cours de ces cinq dernières années pour nos mener nos réalisations. Quant à l'actualisation qui est en cours, elle part de l'option de faire en sorte que toute idée de projet de développement parte des populations à la base. Ce sont les populations qui doivent dire quelles sont leurs priorités, leurs besoins en matière de développement.



Saïbou Birgui
Superviseur, TERDED Mogodé

« Forte mobilisation dans tous les villages »

On observe une participation très active des jeunes, des femmes que des adultes dans les différentes activités. Les habitants posent beaucoup de questions pour s'assurer qu'on a bien noté ce qu'ils disent, étant donné qu'ils ont déjà une idée de ce à quoi le processus va aboutir. Ce qui témoigne de leur intérêt pour l'activité. L'identification des projets prioritaires peut créer de grands espoirs au niveau de la population. Au cours de la campagne de sensibilisation que nous avons menée au départ, nous avons tenu à expliquer les tenants et les aboutissants du processus avec ses contraintes. Nous avons expliqué aux uns et aux autres que l'Etat n'a pas une baguette magique. Ils savent maintenant que tous les microprojets qui sont retenus dans ce village feront l'objet d'une programmation en fonction du budget de la commune.

Sud

Test réussi au niveau du village « zéro » à la commune Mvangan

Ce préalable à la réussite du processus d'actualisation du Plan Communal de Développement de la commune de Mvangan a eu lieu au village Ako Obete.

Ambiance inhabituelle ce 29 août 2014, au village Ako Obete, situé dans la commune de Mvangan, département de la Mvila, région du Sud. Par groupe de trois personnes, une dizaine de motos déposent des passagers tels des soldats rejoignant le front d'un combat. La bataille est celle du développement local pour cette contrée qui a été choisie comme village test dans le cadre de l'expérimentation du Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV). Juste le temps de se congratuler après un voyage éprouvant, et de panser les blessures de ceux dont les motos ont dérapés pour se retrouver sous un pont, du fait de la pluie et de la route dégradée.

Après les civilités d'usage, place à la restitution de la formation sur le DPNV qui s'est tenue à Sangmélina pour la région du Sud. Trois jours seront consacrés à la revue des outils diagnostics et d'analyses du DPNV. Jusque là, la raison de la présence de cette forte équipe n'est pas connue des populations. C'est le 31 août 2014 au soir que tous les planificateurs ont pris la route de la chefferie pour une assemblée villageoise introductive qui marque l'arrivée officielle dans le village. Entouré de ses notables, le chef du village d'Ako Obete, Sa Majesté Edjee Sua, reste suspendu aux lèvres du chef d'équipe de l'OAL qui, en Bulu, la langue locale, remercie l'assistance et présente officiellement tous les planificateurs, le but de leur présence, les objectifs et résultats escomptés, la méthodologie et le calendrier de travail qui s'est déroulé du 01^{er} au 03 septembre 2014.

L'agriculture d'abord

Une fois la démarche présentée par M. Lionel Gaston Nyatte, ainsi que le chronogramme de la journée et la remise aux familles présentes de fiches



de collecte des données de base, l'équipe de planificateurs saisit l'opportunité de la présence de tous les notables pour dérouler le premier outil de diagnostic à savoir le profil historique. Dans la nuit déjà noire de ce village pas encore électrifié, les mémoires encyclopédiques des patriarches du village s'ouvrent pour libérer dans un flot ininterrompu et impétueux l'histoire du village Ako Obete. L'exercice commence à peine, mais on a déjà le sentiment de contribuer au développement du village par la reconstitution des repères historiques aux jeunes de la localité.

Les 03 jours qui suivent seront consacrés au déroulement des autres outils de diagnostic et d'analyse (tableau d'analyse simple qui ressort les problèmes, les causes, les effets, les solutions ; la matrice de changements climatiques et celle de la petite enfance) qui structurent le DPNV. Repartis en trois groupes sociaux (vieux, femmes et jeunes), les populations vont réaliser elles mêmes la carte complète du village, fixant les limites et les infrastructures ; elles identifieront les unités de paysage à travers le transect. Elles évoqueront aussi, au travers des Interviews

Semi-Structurées (ISS) les problèmes qu'elles ont et les pistes de solutions, ceci dans les 29 secteurs déclinés dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi.

L'exercice s'achève par la méthode de comparaison par paires. Des nombreux besoins identifiés et transformés en idées de projets, huit seront considérés comme prioritaires par les populations. Cinq projets sociaux (adduction d'eau potable, construction d'une école primaire, construction d'une maison communautaire, construction d'un puits avec pompe à motricité humaine, aménagement d'une source). Au plan économique c'est la construction d'un magasin de stockage du cacao qui est proposée. De même que la mise sur pied d'une pépinière de cacao de 10 000 plants/an. Au préalable, les populations émettent le vœu d'une formation des pépiniéristes. Au bout de trois jours de consultation, 10 équipes de quatre personnes, pour une moyenne de 5 villages par équipe, se déploient, pour le même travail dans les 52 villages restants de la commune de Mvangan. ♦

Sud

Des idées de projets à Mebemenko

C'est le 2^{ème} village de la Commune de Mvangan qui a reçu l'équipe de planificateurs dans le cadre du processus d'actualisation du Plan de Développement Communal.

Lorsque M. Salomon Medjo, planteur du village Mebemenko, dans la commune de Mvangan, département de la Mvila, région du Sud promet une surprise ce 1^{er} septembre 2014, à l'équipe de planificateurs déployés pour le Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV), on est loin de se douter qu'il apportera un ensemble de cartes réalisés par les planificateurs du PNDP neuf ans auparavant, en 2005 lors de l'élaboration du Plan de Développement Communal (PDC) en phase d'actualisation aujourd'hui. Une aubaine pour les facilitateurs qui sont face à des populations qui sont déjà sensibilisées sur la nature du diagnostic à faire.

Les populations sont réparties en trois groupes sociaux. D'abord ceux du 3^e âge, dont la moyenne d'âge varie entre 82 et 70 ans, les jeunes, dont la main d'œuvre est sollicitée dans une cacaoyère d'une élite de la localité. Le dernier groupe prend en compte les intérêts des femmes. C'est le Bulu, la langue locale qui facilite les échanges entre les planificateurs et la population. M. Jean Hess, patriarche de 82 ans, appuyé par ses pairs, informe que le village Mebemenko, fondé dans les années 1900 par l'ancêtre Bitounou, tire son nom de « mebeme » qui veut dire « arbre » et de « ko » qui signifie la

« colline ». Il voulait ainsi dire que son village se situait au niveau de l'arbre qui est sur la colline.

De la cartographie villageoise, et après confrontation des cartes des trois groupes sociaux, celles des vieillards s'avère unanimement être la plus complète. La marche transect, exercice de repérage des unités de paysage dans le village, a été fortement perturbé par la pluie. Beaucoup d'informations sont récoltées lors des Interviews Semi-Structurées (ISS). Le taux de prévalence du SIDA est un sujet préoccupant, tout autant que trois points d'eau mal aménagés dans le village par un partenaire.

L'économie et le social

Le patriarche Jean Hess, lors de la restitution des ISS, propose comme première solution endogène, la nécessité de construire, au niveau du village, un esprit de solidarité loin de l'individualisme et de la méchanceté rampante. Pour chaque outil déroulé, les échanges sont denses lors de la restitution. Tout ceci sous le regard attentif de l'Agent Communal de Développement de la commune (ACD) de Mvangan. Ce dernier, membre du Comité de Pilotage pour la mise en œuvre du Plan Communal de Développement attend avec impatience, le recueil de solutions

endogènes qui seront dégagées ici comme dans les 52 autres villages de la commune. Ces éléments vont lui permettre d'en faire un suivi efficace avec les 53 Comités de Concertation qui seront mis sur pied.

Le tableau d'analyse simplifié et la matrice de comparaison par paires permettent au final d'identifier huit projets prioritaires pour le village. Au plan social, figurent l'affectation d'enseignants à l'école primaire, l'achèvement du Centre de Santé Intégré, la construction et l'équipement de l'école maternelle, la création du centre d'état civil, et l'électrification du village. Sur le plan économique, les populations rêvent de la mise sur pied d'une pépinière de 100 000 plants de cacao par an, l'ouverture et l'entretien des pistes agricoles, la construction d'un marché périodique. Ici, l'on ne doute pas des retombées à moyen terme de cette action puisque le village avait déjà obtenu deux forages financés par la première phase du Programme National de Développement Participatif. Comme à 7 km, à Ako Obete, quelques jours plus tôt, les populations se sentent ragaillardies par la possibilité qui leur est offerte de traduire leurs besoins et aspirations profondes en idées de projet. Du « *jamais vu* », selon l'expression d'un des patriarches. ♦

Sud

Les résultats des diagnostics dévoilés à Campo

Les grandes lignes de la planification du développement dans la commune de Campo ont été dévoilées devant les populations au cours d'un atelier de restitution dans la salle des actes de la mairie.

Le 05 septembre 2014, la salle des actes de la commune de Campo a réuni l'exécutif communal, le personnel, les sectoriels, la population pour la restitution du Diagnostic de l'Institution Communale (DIC) et du Diagnostic l'Espace Urbain Communal (DEUC). Le 1^{er} document vise à évaluer la capacité de la commune à remplir ses missions et sur la base de cette évaluation, d'identifier les principaux axes de renforcement nécessaires à l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des services fournis par la commune. Le DEUC pour sa part, a pour finalité d'inscrire la ville et toute la commune dans une dynamique de développement durable.

La restitution aura été aussi engagée et houleuse que le parcours qui mène d'Ebolowa à Campo. Lorsque vous êtes confrontés à 17 grumiers embourbés dans la réserve de Campo et quatre arbres qui sont tombés sur la route, il y a lieu de s'interroger sur le quotidien des populations locales. Après le discours de bienvenue de M. Maurice Bekale, 1^{er} adjoint au maire, qui souhaite que « l'écoute attentive des exposés mène à des contributions objectives à même de doter la commune d'un DIC et d'un DEUC de référence. » Le facilitateur de l'OAL présentera à une assistance très attentive les différents exposés.

Le diagnostic a été réalisé en quatre axes comprenant : la gestion des ressources humaines (55% personnel CEPE, 14% BAC, 5% Probatoire, 9% aucun diplôme). C'est dire qu'au niveau de la qualification de son personnel, la commune n'est pas suffisamment armée pour assumer pleinement et efficacement son rôle de promoteur du développement local. Idem pour la gestion des ressources financières, du patrimoine communal. Cette réalité n'est pas éloignée pour la gestion des relations et les partenariats.

Le défi de l'aménagement urbain

Pour le DEUC, la commune de Campo est un nom espagnol qui signifie campement, camp ou aire de repos. En effet, la ville de Campo a été créée au 18^{ème} siècle par des colons espagnols établis dans l'actuelle Guinée Équatoriale où ils tenaient des comptoirs commerciaux. La ville est située à 77 km de Kribi et 700 m de Rio Campo (ville guinéenne). L'on apprend qu'à Campo, l'activité économique est fortement dépendante des flux de voyageurs entre le Cameroun et de la Guinée Équatoriale. Aussi la fermeture de la frontière entre le Cameroun et la Guinée Équatoriale a fortement contribué au ralentissement des activités économiques. La ville compte, entre autres secteurs, une exploitation forestière, avec une scierie industrielle au

quartier Ipono qui emploie une centaine d'ouvriers, dont soixante dix à l'usine (scierie) et une trentaine à l'activité de coupe du bois.

L'espace urbain a été passé au peigne fin dans les volets population, habitat, couches vulnérables, populations marginales, types d'infrastructures, principaux corps de métiers. De ces analyses, il ressort des tableaux qui définissent la faisabilité des solutions envisagées et l'identification des solutions endogènes et exogènes. Pour les secteurs de l'élevage et des travaux publics on a : la formation des pêcheurs sur les techniques de gestion durable des ressources halieutiques, la mise en place de 10 comités de route pour l'exploitation des carrières de sable dans la ville, l'organisation de la collecte des ordures ménagères.

Les réactions dans la salle ne se seront pas fait attendre. M. Idgabe remarque qu'il existe des sources qui peuvent renseigner sur les qualifications des conseillers municipaux. Ceci au regard de la constitution du conseil municipal où siègent des élus issus des trois précédentes législatures. Un potentiel à valoriser au moment où l'on pose les nouvelles bases de la planification dans cette commune. ♦



Réactions du Sud



Medjo Salomon
Planteur, village Mebemenko, Mvangan

« Je loue les efforts du PNDP »

Le travail que nous faisons permet de prendre connaissance des réalités des communautés locales, de la vie que nous menons et des difficultés que nous rencontrons. C'est un travail tellement important quand vous voyez les multiples problèmes que nous avons pour l'eau, la santé l'électricité. Je ne peux que louer les efforts du PNDP qui entre dans les villages pour vivre notre réalité et aider ensuite la commune à avoir un plan pour le développement.



David Ayi
Artisan, village Mebemenko, Mvangan

« Travail d'une grande importance »

Nous attendons beaucoup de ce travail. Nous ne recevons aucune aide particulière. Je m'implique parce que j'estime que ce diagnostic peut être porteur de bonnes choses pour l'avenir. Il est bon que tous les jeunes se sentent concernés car le développement est l'affaire de tous. Ce travail est d'une grande importance pour nous.



Jean Norbert Adoumou
Superviseur OAL CANIDDEV

« La planification participative valorise les savoirs locaux »

Les gens m'ont souvent demandé ce que nous faisons pendant autant de jours dans les villages. Le sens de la planification est aussi celui du renforcement de capacités au niveau des populations villageoises, car lorsqu'elles ressortent de la planification, elles connaissent mieux le terroir dans lequel elles vivent. La planification participative valorise ces savoirs locaux.



Simon Lamartine Ndibi Ndibi, 73 ans
Village Mebemenko, Mvangan

« Du jamais vu »

Quand je vois le travail que ces enfants sont venus faire, je suis très content, car c'est du jamais vu. Cela nous ouvre les yeux et l'esprit pour qu'on comprenne que le Cameroun avance. Je suis content parce qu'on vient nous ouvrir les yeux et nous apprendre les choses que nous devons faire.



Adolphe II Idgabe
Elite, Campo

« C'est une grande première pour la localité »

C'est une grande première pour notre localité et surtout particulièrement pour moi de pouvoir prendre part à un travail de fond aussi sérieux qui concerne le développement de notre commune. C'est donc avec fierté que nous prenons part à ces travaux. Il est bon de toujours partir de la base, comme c'est le cas du PCD, et se demander ce que pensent ceux qui vivent en zones rurales. Le fait qu'on nous consulte régulièrement, comme le fait le PNDP, montre qu'on est soucieux de notre devenir.



Marcel Meyé Evina, 81 ans
Planteur, village Mebemenko, Mvangan.

« Ce travail nous donne beaucoup de joie »

Ce travail nous donne beaucoup de joie. On connaissait seulement ce que nos parents nous avaient enseigné et c'est ce que nous avons appris à nos enfants. Mais maintenant, vous leur apprenez des méthodes nouvelles, vous faites une bonne chose, car c'est ce que vous dites aujourd'hui que nos enfants vont faire.



Aimé Charlie Nsomoto
Inspection d'arrondissement Education de Base, Campo

« La commune est en cours de guérison »

Les diagnostics qui nous sont présentés sont de bonne facture. Je peux dire que la commune est en cours de guérison, à condition que tout ce qui a été dit soit mis en application. Le plus important pour un travail d'une telle ampleur est de mettre en œuvre les recommandations émises.



Abbe Jean Hess, patriarche 82 ans
Village Mebemenko, Mvangan

« J'apprécie énormément ce travail qui est bien fait. »

Si les résultats coïncident avec ce que nous voyons, je pense que cela peut apporter le développement ici. Nous avons beaucoup de problèmes surtout au niveau de la santé. On se soigne ici comme des animaux sauvages.



Blandine Nko
Ménagère, village Tondéfom, Campo

« Prendre conscience de l'importance de ce travail »

Ce travail m'arrange parce qu'il s'agit du développement de notre ville. J'approuve tout ce que les planificateurs ont eu à diagnostiquer. Pour l'instant il est difficile de dire si la commune de Campo va guérir, attendons de voir comment les résultats de ce travail vont être utilisés.



Laurent Manziro
2^e adjoint au Maire de Campo

« Le diagnostic a été bien posé »

En tant que membre de l'exécutif communal, je pense que le diagnostic a été bien posé et je n'ai aucune inquiétude quant à la validation de notre PCD. Nous, au niveau de la mairie, nous retrouvons dans les observations émises à travers ces deux diagnostics.



Maurice Bekale
1^{er} adjoint au Maire de Campo

« Je remercie le PNDP qui continue à faire ses preuves »

Les diagnostics montrent que beaucoup reste à faire. Pour le Diagnostic Participatif Niveau Village, nous continuons à sensibiliser les populations pour une pleine adhésion, car elles n'ont pas toujours été habituées à cette approche. Je remercie le PNDP qui continue à faire ses preuves, tout ce que je peux demander c'est aller de l'avant en supportant les difficultés rencontrées sur le terrain.

Centre

Mbangassina : l'autorité de tutelle veille aux grains

M. Mohamadou, Préfet du Département du Mbam et Kim a donné des instructions fermes aux acteurs impliqués dans le processus de d'actualisation du Plan de Développement de cette commune.

L'allocution de M. Mohamadou, Préfet du département du Mbam-et-Kim a retenu l'attention de toute l'assistance à l'occasion du lancement du processus d'actualisation du Plan de Développement Communal en Plan Communal de Développement dans la commune de Mbangassina. Il a réussi à user des méthodes autres que les civilités pour marquer l'autorité de tutelle qu'il assume sur les communes de son département.

L'opportunité n'était pas un conseil municipal. Mais, il a voulu prévenir toutes les acteurs impliqués dans le processus mis en place par le Programme National de Développement Participatif dans plusieurs communes du pays. Ce d'autant plus que M. Mohamadou avait encore en travers de la gorge le résultat mitigé obtenu dans certaines communes de son département. Notamment Ngoro et Ngambé-Tikar où il a fallu de peu pour que les objectifs contenus

dans le cahier des charges des Organismes d'Appui Local (OAL) sélectionnés ne soient pas atteints.

Il n'y aura donc pas d'erreurs à Mbangassina. Car selon le préfet, la lutte est lancée contre les OAL véreux. « Nous gardons un mauvais souvenir du travail bâclé, dans certaines communes, donc nous demandons qu'à Mbangassina, il n'en soit pas ainsi » a prévenu M. Mohamadou. Ces mots ont été adressés devant l'assistance constituée des conseillers municipaux, du maire, des responsables de l'organisme Lutte pour le développement, de la protection de l'environnement et de la nature (LUDEPRENA) en charge de la conduite du processus sur le terrain.

Cette dernière, par la voix de M. Charles Mpong Neké, son Coordonnateur a d'ailleurs pris des engagements devant les élites et les populations présentes à cette cérémonie de lancement du processus visant la planification du développement

dans leur commune. Ludeprena présente un avantage dans la commune. Puisque c'est cette équipe qui avait déjà produit le premier document, le Plan de Développement Communal 2006.

Huit ans après, les enjeux ne sont plus les mêmes. De nouvelles grilles ont été élaborées, notamment la prise en compte des questions liées à la petite enfance ou encore à la protection de l'environnement. Ces innovations s'ajoutent aux 29 autres secteurs économiques et sociaux susceptibles de sortir la commune de Mbangassina du sous développement. C'est pourquoi, M. Bernard Mboéné, le maire de cette collectivité territoriale décentralisée a salué la présence des élites à cet atelier de lancement du processus de planification dans la commune qu'il dirige. La conduite à tenir est déjà donnée. ♦



Centre

L'éveil populaire en matière de développement à Mbangassina

Les populations de la commune de Mbangassina ont émis le vœu de voir un changement en matière de planification du développement dans leur localité.



L'on peut sans risque dire que le Programme National de Développement Participatif (PNDP) vient à nouveau de répondre à ses missions visant l'implication des populations dans la définition de leurs besoins dans leur village et dans l'espace urbain de leur localité. Les populations de Mbangassina, commune située dans la région du Centre ont saisi l'occasion de l'atelier de formation des planificateurs communaux le 19 septembre 2014 dans la salle des actes de la mairie, pour exprimer leurs attentes.

C'est le Comité de Pilotage (COPIL) qui est monté le premier sur les toits pour interpellier les agents de l'Organisme d'Appui Local retenu pour réaliser ce travail de terrain dans leur commune. Tenez, « nous voulons développer notre commune, c'est très important pour nous » hurlent les membres du COPIL sous le regard du Maire, du Secrétaire général de la commune. Comme si le COPIL conduit par M. Gilbert Tsoh Ongolo avait encore en mémoire les balises définies par M. Mohamadou, préfet du

département du Mbam-et-Kim lors de la cérémonie du lancement du processus deux semaines plus tôt.

En réalité, durant les trois jours de la restitution de la formation reçue par Patrick Neké et Anicet Aroga, les membres du COPIL sont restés sur leur faim aux termes des différents exposés. Ayant compris les différentes phases qui jalonnent le processus définis par le PNDP, l'assistance a voulu avoir les garanties du succès de l'opération conduite par l'Organisme d'Appui Local Lutte pour le Développement de la Protection de l'Environnement et de la Nature (Ludeprena). Bien que leur action classique intègre les questions des changements climatiques, une des exigences à côté de la petite enfance et le VIH-Sida, les populations ont voulu avoir une description claire du mécanisme.

Naturellement, puisque c'est cet OAL qui avait produit en 2006 le Plan de Développement Communal, le premier document de planification en cours d'actualisation en Plan Communal de

Développement. Outre l'élargissement des secteurs d'activités, le nouveau document connaît une redéfinition de l'espace de planification. Celui-ci est désormais moins étendu puisqu'il épouse les contours de chaque village de la commune. Davantage, il sera question de répertorier le potentiel au niveau de chaque chefferie de 3^{ème} degré.

Une révolution, car en 2006, la planification se faisait dans une Unité de Planification Participative regroupant plusieurs villages. Malgré cette explication des responsables de Ludeprena, le doute perdure dans les esprits : « en 2006, il y a eu le même travail de planification avec le même OAL qui ne nous a pas complètement donné satisfaction », rappelle Alain Ekoumé, conseiller municipal et membre du COPIL. Une attitude positive pour M. Gabriel Belinga, le Secrétaire Général de la mairie. Pour lui, comme « le COPIL est très engagé, c'est une bonne chose. » Preuve que ce processus ne se fera pas sous le sceau de la complaisance qui retarde encore l'amorce du développement dans plusieurs autres localités. ♦

Centre

Dibang : de l'espoir sur une terre vierge

Ce bourg de 250 habitants environ et vierge de tout développement a été choisi comme « village zéro » de la commune de Dibang.

Un ciel gris chargé de pluie. Une route sablonneuse et cahotante à la fois. Quelques motos surchargées, des villageois de retour des champs... Et bientôt, des maisons d'habitation bordées de fleurs. Avant qu'apparaisse la chefferie de Song-Nlend reconnaissable par ce drapeau tricolore: vert-rouge-jaune frappé d'une étoile, défraîchi qui flotte sur un mât de bois. C'est ce décor qui nous accueille à Song-Nlend, retenu comme devant faire l'objet du premier Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV) de la commune de Dibang. Une sorte de champ d'expérimentation des techniques de planification qui devront être répliquées dans les 24 autres villages de cette commune.

Dans la principale pièce de la chefferie, des papiers kraft recouvrent le sol. Et quelques hommes s'amusent à se faire prendre en photo. Ils discutent dans cette pièce avec deux planificateurs de l'Organisme d'Appui Local, Action Nouvelle pour le Développement Durable (AND2), retenu pour le processus d'actualisation du Plan de Développement Communal et

sa mutation en Plan Communal de Développement dans de la commune de Dibang. « Avec les hommes, nous réalisons des Interviews Semi-Structurées (ISS) par groupes socioprofessionnels », explique Hugo, un des planificateurs d'AND2.

C'est pourquoi, les jeunes travaillent de leur côté. « C'est un jeune du village qui a bien voulu nous prêter sa maison », confie Julien Tanguy Kanembong, le planificateur d'AND2 en charge de l'atelier jeunesse. Les femmes pour leur part, se sont regroupées sous une grande véranda à quelques mètres de la chefferie. Ici, c'est Marion, le visage poupin, qui se charge de chauffer la salle en faisant danser et chanter ces femmes de Song-Nlend. Suzanne, étudiante en Intelligence Economique, se charge d'introduire cette consultation foraine pour le développement. Mireille, qui n'en est pas à sa première expérience de planificatrice, se charge, elle, de mener la discussion avec les femmes.

Ainsi va la journée d'un planificateur communal sur le terrain. Et ce n'est pas tout. « Généralement, les nuits sont

longues, car il faut faire la synthèse des travaux de la journée », confirme Eric Bipane, qui découvre la planification. Ce qu'il ne dit pas, c'est qu'en plus, ils déjeunent sur le pouce en comptant sur la générosité du village qui les accueille.

A Song-Nlend, les villageois ont fait preuve de générosité justement. Marc Nyemeck, le maire de la commune de Dibang, a ouvert son domicile aux planificateurs de l'OAL du 22 au 25 septembre 2014. « En matière de développement, les attentes ici sont grandes », font savoir les planificateurs.

Simon Nsoka, le chargé de mission de l'OAL AND2, est plus disert sur la question. On apprend ainsi que Song-Nlend n'a pas d'eau et que la route qui relie le village à l'axe lourd Yaoundé-Douala a besoin d'un coup de neuf. Pour la réussite du Diagnostic Participatif Niveau Village dans ce village pilote, tous les planificateurs de l'OAL AND2, comme il est de coutume, ont mis la main à la pâte. Avant d'aller faire le même boulot dans les autres 24 villages de la commune. Tout un programme en somme. ♦

Réactions



Solange Edoa, Conseillère municipale Mbangassina
« Les choses avancent dans le bon sens »

Mon sentiment, en ma qualité de conseillère municipale et membre du Copil de la commune de Mbangassina, est un sentiment de joie. Depuis la dernière élection, on a bien l'impression que les choses avancent dans le bon sens. Grâce à cette collaboration avec le PNDP, nous allons identifier de manière formelle les problèmes de chaque village, au-delà des trois problèmes récurrents que sont l'eau, l'état des routes et l'électricité. Le PCD à venir nous permettra aussi de classer tous ces problèmes pour apporter de la joie à nos populations.



Gilbert Tsoh Ongolo, Président du Copil de Mbangassina
« La présence du PNDP est vitale »

Les outils de diagnostic du PNDP, à savoir le DIC, le DEUC et le DPNV, qui sont mis en œuvre par le PNDP sont manifestement efficaces pour toucher du doigt tous les problèmes de la commune. Cette action est donc salutaire. Mais le vœu que nous formulons c'est que le PNDP soit présent à tous les niveaux de réalisation pour que nos populations n'aient pas l'impression que l'on tourne en rond.

Jean Pierre Adzessa, Chef du village de Biatangana
« Le PNDP remet les pendules à l'heure »

Je suis dans la joie parce que cet atelier de lancement a donné l'occasion de voir toute la volonté qu'il y a de part et d'autre pour le développement de Mbangassina. La venue du PNDP à Mbangassina est salutaire et la pierre que vient de poser ce Programme ici est irréversible. Pour une raison: avant on pensait notre développement sans nous, ce qui était contre-productif. Le PNDP est donc venu remettre les pendules à l'heure pour qu'on prenne désormais les avis de tous les villages sans discrimination.

Avis des autorités administratives



Antoinette Justine Zongo
Préfet du Koung-Khi,

« Le changement de mentalité est en oeuvre dans ce processus »
Quel regard vous portez sur la contribution des acteurs dans le processus d'actualisation des PCD dans votre département ?

En tant que tutelle, l'accompagnement des communes par le PNDP est un besoin que vous avez comblé sur le terrain du développement dans le cadre de la décentralisation. Progressivement les exécutifs communaux sont en

train de comprendre l'ensemble des contours. Aujourd'hui avec la planification que le PNDP a initiée dans nos communes, la navigation à vue est finie. Nous avons fait une vaste campagne de sensibilisation pour impliquer les populations. Il faut que les populations arrêtent d'être antipathiques vis-à-vis de l'OAL. C'est bien que le PNDP aille dans tous les villages des différentes communes du département. Et que les populations sachent que c'est pour leur bien que les enquêteurs de l'OAL sont là. Qu'ils expriment leurs besoins qui seront planifiés dans les années à venir. Que les conseillers restent des relais puisqu'ils sont aussi des représentants des populations.

Quels rôles pour les sectoriels aujourd'hui dans ce processus ?

Les sectoriels sont là pour accompagner les communes. Aujourd'hui tout se traduit par le Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels. Nous parvenons à trouver un cadre de concertation. C'est vrai que certains sectoriels exigent des mesures d'accompagnement lors de certains travaux techniques en matière de développement. Mais grâce à plusieurs mécanismes, on finit toujours par trouver le juste milieu.

Y-a-t-il des pièges à éviter ou des difficultés sur le terrain ?

Difficultés parce que nous sommes dans une phase d'apprentissage. Il faut davantage expliquer aux populations, on évolue dans les priorités. La pédagogie est en cours à tous les niveaux, cela implique aussi un changement de mentalité des exécutifs communaux. Il faut qu'ils comprennent les mutations en cours, qu'on ne remet pas en cause leur autorité, mais que les techniques de travail ont changé. Il faut impliquer les populations pour que l'Etat, ou encore les bailleurs de fonds, financent des projets qui peuvent apporter le développement dans nos communes. Il y a encore certaines incompréhensions de certains acteurs des exécutifs municipaux. Nous gardons bon espoir que cela va changer au fil du temps.



Justin Mvondo
Préfet de la Vina

Une action révolutionnaire qui implique tous les acteurs

Je garde une bonne expérience de l'action du PNDP dans toutes les localités où j'ai servi que ce soit dans la Lékié, dans le Nyong et Mfoumou, le Mounjo et aujourd'hui ici dans le département de la Vina. Le développement c'est la finalité de toute autorité administrative. Le PNDP est une action qui permet aux populations de se sentir prises en compte. La

particularité du PNDP est de faire participer les populations dans les actions de développement. C'est pourquoi le PCD se présente comme un document de référence aujourd'hui en matière de planification. Ce document empêche aujourd'hui que les projets nous tombent sur la tête. Même si tous les projets ne se sont pas réalisés en une année, nous expliquons aux populations que l'instrument de planification est déjà là. Le Budget d'Investissement Public aujourd'hui tient compte de la répartition spatiale. C'est une action révolutionnaire qui implique tous les acteurs : responsables des services déconcentrés de l'Etat, population et exécutifs communaux.



Mamoudou Haman
Senior Divisional Officer,
Benoue

“ The Communal Development Plan is a factor of unity and solidarity ”

All over the world there is increasing demand from all realms for more local involvement in the planning and management of local affairs. It is widely recognized that this is the only way that people will get the surroundings they want. Municipalities that have reviewed their development plans, like Bibemi and Dembo did in 2013 have successfully improved communication between residents, local elected officials and other

sectors, and improved their argument with donors with greater resource mobilization for their development projects. The appraisal I have of this initiative which takes citizen participation fully into account is totally positive. I am also particularly impressed with the participation of the decentralized services of the state in the process. Their contributions have been worthwhile since they master government's development policies and frameworks in their various domains. This will help government, which I represent here, to select the projects that will be bankrolled. The resulting plans are scientifically formulated databases for the state of Cameroon, the municipal executive and development partners. Given its participative nature, the formulation of the Communal Development Plan is a factor of unity and solidarity.



M. Kildadi Taguieké
Préfet du Mayo Banyo

« Les sectoriels interviennent à toutes les étapes »

Je salue les mutations intervenues en matière de planification au sein du PNDP. Cet organisme fait déjà beaucoup pour les communes et nous invitons les différents acteurs à s'approprier tout le processus. La tutelle que je représente met tout en œuvre pour que les populations prennent la mesure de ce que le PNDP fait. Nous ne ratons aucune occasion pour emboîter le pas au PNDP par ce que nous estimons que ses missions sont salutaires et à impact social important. Il ne faudra donc pas traîner les pattes. Nous organisons des séances de sensibilisation auprès des populations et nous insistons que les sectoriels (Services Déconcentrés de l'Etat, ndlr) soient présents à toutes les étapes, à l'initiative du maire ou de l'autorité de tutelle. Ces sectoriels disposent d'expérience et d'expertise qu'il faut exploiter pour que le PCD soit vite réalisé et que les mairies se mettent au travail pour exploiter cette boussole de développement si on veut assurer le bien être des populations. C'est à ce prix et à ce prix seulement qu'on verra plus de visibilité, plus de rationalité dans leurs actions.

Regard de la tutelle du PNDP



Auberlin d'Abdou Mbelessa
Délégué régional MINEPAT,
Adamaoua

« Le PCD est un document de référence en matière d'investissement au niveau régional »

Les PCD tels qu'élaborés aujourd'hui nous donnent davantage de visibilité. La planification se faisait de façon anarchique par les maires. Chaque élu allait négocier les projets dans les administrations publiques. La donne a changé avec l'implication des populations et la production de ce document de planification reflétant les aspirations de la base. Aujourd'hui, lorsque que nous avons les sources de financement des partenaires ou des bailleurs de fonds, nous les orientons de plus en plus vers les communes afin d'explorer et d'exploiter le contenu des PCD. Notre ambition sur le plan de la production des statistiques est de les actualiser régulièrement. D'où l'appréciation que nous donnons au processus de révision des PCD dans les communes. Progressivement, ce document est entrain de devenir le document de références en matière d'investissement au niveau régional. Nous venons de mettre en place un programme d'investissement prioritaire dans la région et ce sont les projets issus des PCD qui ont été financés à hauteur de plus d'un milliard de FCFA cette année.



Fany Dady Landry
Délégué départemental du
MINEPAT, Mayo Banyo

« Les OAL ont l'obligation d'intégrer tous les 29 secteurs dans leur travail »

Il faut rappeler que le PDC qui est en passe de devenir PCD est un outil qui est désormais considéré comme outil de planification dans l'élaboration du budget de l'Etat. C'est le document qui reflète les besoins des populations. C'est donc un outil important dans la planification dans notre pays. Les anciennes versions ne prenaient pas en compte tous les secteurs. Aujourd'hui, les OAL ont l'obligation d'intégrer 29 secteurs. Il intègre les couches spécifiques, les domaines de compétences ... D'autres formules sont également mises en place après la validation des documents produits par l'OAL dans les différentes délégations du MINEPAT pour se rassurer de véracité des données collectées. La réalité est là (il présente le Journal des projets de la région de l'Adamaoua en 2014). Tous les projets qui sont inscrits dans le département du Mayo-Banyo est le reflet des PCD des différentes communes. Ce n'est plus comme avant, quand les élites se réunissaient dans les bureaux pour décider de la construction d'une école dans telle ou telle localité de la République. Le PCD vient corriger les dysfonctionnements dans le processus de planification au Cameroun. Le PCD est aujourd'hui la référence des élites. C'est là qu'ils viennent prendre les projets de développement. Et depuis 2013, chaque commune est tenue d'organiser un comité de suivi citoyen des projets dans les communes.

TOUTE L'ACTUALITE DU PNDP

Minute By Minute



“ Tous les trimestres, le magazine d'informations du PNDP retrace les activités du Programme National de Développement Participatif sur l'ensemble du triangle national... ”

Evaluation

La phase pilote du SCORECARD au scanner



L'approche du «Citizen Reporting Card» communément appelé SCORECARD, le mécanisme de contrôle citoyen des prestations publiques dans les communes mis en place par le Programme National de Développement Participatif (PNDP), a été évaluée le 27 Août 2014 à Yaoundé.

La phase pilote de la mise en place d'un système institutionnel de contrôle citoyen des prestations publiques baptisé SCORECARD est définitivement achevée. L'opération a eu lieu dans dix communes choisies dans les dix régions que compte le Cameroun. Au final des perspectives et des leçons ont été présentées à l'assistance constituée des représentants du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, du Programme National de Développement Participatif, de la Commission National Anti Corruption, du Ministère des Postes et Télécommunications, de l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication, du FEICOM, des organisations de la société civile à l'exemple d'Afroleadership, ASSOAL et le Réseau Aden.

Comme acquis, les résultats de cette première phase montre une parfaite mise en place des comités de pilotage de l'opération par des arrêtés préfectoraux des communes concernées. Ce qui a permis une appréciation assez fidèle des services rendus dans chacune des 10 communes cibles dans les secteurs de l'eau, l'éducation, la santé et les services publics communaux. Au terme de 60 jours de travaux sur le terrain, des plans d'action pour la mise en œuvre des améliorations ont été suggérés à l'issue de l'évaluation. Ce d'autant plus

que dans certaines communes, les résultats restent mitigés. C'est le cas par exemple dans la région du Nord où la commune de Pitoa a été retenue pour servir d'échantillon dans cette phase expérimentale du contrôle citoyen.

Regards citoyens

Tenez, de la lecture de quelques encarts statistiques, seulement 25% de la population de Pitoa est satisfait du système de l'eau, 48,59% de cette population en est moyennement satisfait alors que 25,96% affirme que l'accès à l'eau potable connaît des problèmes. La commune d'Idenau dans la région du Sud-ouest connaît une courbe décroissante en matière de services publics communaux. Les populations trouvent que l'administration communale ne satisfait pas leurs besoins. Cette catégorie représente 64,1% tandis que 13,4% est satisfait et 22,5% y tire partiellement une satisfaction. Dans la commune de Batouri, région de l'Est du pays, 48% de la population affirme que le service de santé, notamment l'accueil des patients est appréciable, 38% attend davantage puisque selon eux ce système d'accueil est passable alors que seulement 14% le trouve mauvais.

Autant de statistiques fraîches qui amènent les responsables du PNDP à tirer certaines leçons avant d'étendre le mécanisme de contrôle citoyen SCORECARD à l'ensemble des communes. Le succès de cette opération exige alors que le Comité

mis en place pour son pilotage soit suffisamment indépendant. Ceci, afin que les résultats reflètent la perception réelle des bénéficiaires, d'une part, et accompagnent la commune dans la conduite des changements qui seront suggérés par l'évaluation, d'autre part.

Une plateforme informatique

C'est pourquoi, au terme des travaux, le processus nécessite la définition d'un mécanisme de gestion technique de l'opération, la mise en place d'une instance de coordination, la proposition d'une mesure visant à inciter les communes à réaliser cette opération régulièrement. Il faudra d'abord lever la contrainte technique en termes d'expertise à mobiliser et la contrainte financière pour prendre en charge tout le processus. Mais la grande innovation pour les phases à venir réside au niveau du développement d'une plateforme informatique de gestion du SCORECARD. L'approche du «Citizen Reporting Card» communément appelée SCORECARD est une retombée de la mise en œuvre de la Phase II du PNDP. L'un des résultats attendus et mentionnés dans le chapitre des résultats du Programme s'évalue sur « le nombre de communes disposant d'un mécanisme de contrôle citoyen de la gestion des subventions. » Une marque du caractère participatif qui jalonne le partenariat entre le PNDP et 329 sur les 360 communes que compte le Cameroun. ♦

L'exemple qui vient de Bangangté

Mme Célestine Ketcha, maire de cette commune a reçu fin juin 2014, un prix d'excellence du Service Public qui récompense son action en matière d'assainissement et d'accès de la majorité de la population à l'eau potable.

La pénurie en eau potable dans la commune de Bangangté était grande en 2007. Mais en quelques années, Mme Célestine Ketcha, le maire de cette commune a pu relever le défi en apportant des solutions concrètes aux populations. Et c'est un véritable grand bond qui est aujourd'hui récompensé par l'Organisation des Nations Unies. Tenez, en 2007, 85% des habitants de la commune manquait d'eau et 90% avait des problèmes d'assainissement. Un triste souvenir aujourd'hui grâce aux efforts de l'exécutif communal.

En effet, dès le début de la première mandature de l'exécutif conduit par Mme Ketcha, l'équipe qui l'entoure va chercher les solutions pratiques pour répondre aux préoccupations des populations. C'est vers la coopération décentralisée que la commune va se tourner en signant des partenariats avec l'Association

Internationale de Maires Francophones (AIMF), la Fondation Véolia, le Syndicat Interdépartemental de l'agglomération de Paris (SIAAP) et l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN). En toile de fond, il faut mettre en place le Projet de Maîtrise d'Ouvrage Durable dans les Secteurs de l'Eau et de l'Assainissement (MODEAB) dans la commune de Bangangté.

Durant cinq ans, Mme Ketcha va participer à divers séminaires internationaux pour vendre ce projet afin de mettre le précieux liquide à la disposition de ses populations. Au bout, de nombreuses missions de travail dans la commune, la formule choisie débute par la réhabilitation des installations Scanwater dans les différents villages. Davantage, c'est le système de captage d'eau à partir du Mont Batchingou qui a donné définitivement corps au Service Public de l'Eau dans la commune.

Le prix décerné à la commune de Bangangté se présente comme le plus prestigieux en matière de reconnaissance du service public. Obtenu à l'issue d'une compétition annuelle, ce prix récompense le rôle, le professionnalisme et la visibilité du service public. Ses objectifs sont de faire découvrir des innovations en matière de bonne gouvernance, de récompenser l'excellence dans le secteur public et encourager les fonctionnaires à l'innovation. Mais davantage, il s'agit d'une occasion qui permet d'améliorer l'image du service public en augmentant de fait la confiance aux pouvoirs publics. Au final par cette reconnaissance au niveau mondial, l'Organisation des Nations Unies permet la diffusion des bonnes pratiques pour une possible utilisation par les communautés et les acteurs publics. ♦



Fundraising

Batchenga attend davantage des bailleurs de fonds

Cette commune a saisi l'occasion de l'inauguration de son hôtel de ville pour appeler à une mobilisation de fonds pour son développement.

Les autorités de la ville de Batchenga ont saisi l'occasion de l'inauguration du nouvel hôtel de ville pour réfléchir sur les stratégies de financement du développement dans leur commune. C'est ainsi que du 15 au 22 juillet 2014, M. Hilaire Awono, le maire de la ville a présenté le potentiel économique de cette commune située dans la région du Centre. Pour lui, sa commune est un lieu de transit pour les voyageurs en provenance de Douala et de Yaoundé, les deux principales villes du Cameroun.

C'est fort de cela que les 18 000 habitants répartis sur 270 km² doivent tirer avantage de cette position géographique. Ce d'autant plus que la commune connaît un niveau d'enclavement pour rallier l'axe principal dominé par le balais des véhicules sur le tronçon terrestre Douala-Yaoundé, mais aussi par la voie ferrée qui serpente cette commune. Pour bien coller à son potentiel, c'est par des activités culturelles que les autorités et les populations ont ouvert cette semaine d'inauguration de l'édifice municipal financé par le FEICOM. Un salon de promotion et de financement des « initiatives agricoles communales », a aussi été organisé

Le 17 juillet 2014, les populations ont bénéficié des soins de santé gratuits grâce à une équipe médicale composée d'une soixantaine de personnels : médecins, infirmiers et laborantins.

Le clou de cette semaine a eu lieu au cours d'une conférence des bailleurs de fonds. Il s'agissait d'une occasion donnée aux différents invités et élites d'échanger avec les populations locales sur les mécanismes de financement du développement local. C'est donc tout naturellement que le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a occupé une place de choix avec deux représentants du Programme : M. Thomas Ongon, Coordonnateur régional dans le Centre et du Responsable de la Communication et des Relations Publiques, M. Alain Kamdem. A leurs côtés pour la circonstance M. Taossi, Directeur de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement et un acteur local qui dirige un Groupement d'Initiative Commune.

S'adressant au maire de la commune de Batchenga, M. Taossi dira « nous sommes là pour tenir la main que vous nous avez tendu, tenez la notre pour un développement harmonieux ». Même son de cloche pour le Coordonnateur de la Cellule Régionale du PNDP dans le Centre, qui, en félicitant le maire pour une telle initiative, soulignera la disponibilité constante du PNDP à accompagner les communes et notamment celle de Batchenga. Non sans avoir rappeler les nombreux chantiers réalisés avec l'appui du PNDP au sein de la commune. Un accent fort sur les projets réalisés dans le cadre de la gestion durable des terres,

c'est le cas du couloir à bétail financé par le PNDP qui est un reposoir pour les bœufs qui viennent du Nord et donc les déjections permettent d'avoir de l'engrais. Figure aussi le financement d'un périmètre agro-sylvo-agro-pastoral où des parcelles fourragères ont été créées.

Un chapelet de questions viendra colorer ce grand moment d'échanges dans la commune. L'on retient celles de Mme Ondobo qui demandera au maire ce que les femmes peuvent attendre de lui. A M. Taossi, elle demandera de faire une promesse solennelle aux femmes de Batchenga. Sa Majesté Hubert Bolo, chef de village, sollicitera davantage de solutions pour le problème de l'envahissement de son village par les bœufs venant de la partie septentrionale du pays. M. Henri Michel Atangana demandera des éclaircissements sur la méthodologie de choix des 8 projets prioritaires lors de l'élaboration du Plan Communal de Développement par le PNDP. A un participant qui critiquait la rigueur des procédures du PNDP, M. Kamdem, soulignera que cela tient de la volonté du PNDP d'assurer la bonne réalisation des projets, avec une utilisation rationnelle des fonds mobilisés. ♦

CENTRE

Les OAL à l'école de l'actualisation des PCD

Renforcer les capacités des OAL en matière de planification communale. Relever les points faibles des Plans Communaux de Développement, et l'intégration des innovations dans le document de planification communale. Tels étaient les principales missions de la première série de formations organisées à Eséka du 23 juin au 05 juillet 2014 dans la région du Centre.

La formation dispensée par M. Isaac Ekeme, Responsable de la Formation et du Renforcement des Capacités à la Cellule Nationale de Coordination a présenté les différents étapes du processus d'actualisation des Plans Communaux de Développement. C'est ainsi par exemple qu'il a mis un accent particulier sur les innovations par la prise en compte des secteurs tels que les changements climatiques et la petite enfance.

Plusieurs acteurs ont pris part à cette formation. Il s'agit des dix Délégués Départementaux du Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) venus des départements du Mfoundi, Lékié, Nyong et So'o, Nyong et Mfoumou, Nyong et Kellé, Mefou et Afamba, Mefou et Akono, Mefou et Afamba, Mbam et Kim, Mbam et Inoubou et haute sanaga.

A leur côté, se trouvaient les Chefs de Services Départementaux du développement Local dans les préfectures de la Haute Sanaga, Lékié, Mbam et Kim, Mbam et Inoubou, et Mfoundi ; les Secrétaires Généraux, les Présidents du Comité de Pilotage et les Agents Communaux de Développement des communes de Bibey, Minta, Monatéle, Saa, Batchenga, EligMfomo, Ebebda, Mbangassina, Bot Makak, Dibang, Bondjock, Eséka, Makak et Yaoundé 7.

LITTORAL

Suivi évaluation : la CRC scrute l'avenir

C'est autour du thème de la mise en œuvre des microprojets en cours d'exécution, que les cadres de la Cellule Régionale de Coordination du PNDP pour le Littoral, les sectoriels, les prestataires, et 23 communes des départements du Mounjo, de la Sanaga maritime et du Nkam se sont retrouvés le 21 août 2014 à Edéa. La rencontre visait à faire le point, avec les différents acteurs, sur

les microprojets en cours d'exécution, en passation de marchés ou en arrêt. L'objectif étant de trouver des solutions adaptées aux problèmes rencontrés, garantir l'atteinte des résultats convenus par le programme avec ses partenaires techniques et financiers à la date du 31 décembre 2014. Au cours des échanges denses, l'on a procédé à la vérification des délais contractuels, de la qualité des demandes de cotation, la capitalisation des recommandations faites à l'atelier semestriel d'évaluation du PNDP à Limbé. La multiplication de ce type de rencontres va certainement contribuer à réduire les goulots d'étranglements et accélérer la livraison des ouvrages.

Formation : les ACF au CEFAM

Le Coordonnateur Régional du PNDP pour le Littoral, accompagné du Responsable Régional de la Formation, a effectué une visite au Centre de Formation pour l'Administration Municipale (CEFAM) de Buéa le 20 août 2014. Pour Olivier Bekack, il s'agissait de prendre part à la cérémonie d'ouverture de la session de formation des Agents Communaux Financiers, recrutés par le PNDP, pour le compte de 18 communes. A ceux-ci étaient associés les secrétaires généraux des communes de Dibamba, de Yingui et d'Ebone. Le Coordonnateur Régional du Littoral, au cours de la cérémonie a dit vouloir s'assurer, entre autres, de l'effectivité de la présence des agents financiers conviés, et du respect des termes de la convention signée avec le CEFAM.

Programmation budgétaire : le personnel communal formé

107, c'est le nombre de personnes formés en deux vagues, du 25 au 28 août et du 11 au 13 septembre 2014 à Edéa. Sous la conduite de la Cellule Régionale du PNDP pour le Littoral et d'un consultant, 23 communes ou étaient conviés respectivement pour chacune, le maire, le secrétaire général et le receveur municipal. Outre ces acteurs, on retrouvait également 22 agents communaux de développement et 16 agents communaux financiers. Toutes ces personnes ont été outillées à l'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA) et l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Termes (CDMT). L'objectif global de l'atelier était de leur donner la méthodologie et les outils d'évaluation et d'actualisation des CDMT, PIA, et Plans de Passations des Marchés (PPM). La maîtrise de tous ces outils devrait permettre aussi une meilleure préparation des budgets communaux.

Formation : le PNDP vulgarise un Progiciel

Du 06 au 10 octobre 2014, la ville d'Edéa a accueilli 23 secrétaires généraux et 21 cadres communaux de développement. Ceux-ci ont participé à la formation du personnel communal à l'utilisation du Progiciel d'Aide au Développement Participatif (PRO-ADP). PRO-ADP est un progiciel de gestion de l'information technique utilisé pour le suivi évaluation. L'atelier de formation, conduit par la cellule PNDP du Littoral, visait à renforcer les capacités des acteurs communaux à la maîtrise du processus d'actualisation du Plan d'Investissement Prioritaire (PIP) et l'utilisation du progiciel (PRO-ADP). Il s'est agi de rappeler le contexte d'élaboration du progiciel, de présenter et d'expliquer son environnement, de présenter le niveau d'utilisation par communes et les difficultés techniques rencontrées, de procéder à la réinstallation du progiciel dans les ordinateurs des communes.

EST

Formation : le PNDP élargit le savoir

La case communautaire d'Abong-Mbang, département du Haut-Nyong, région de l'Est-Cameroun a servi de cadre, du 13 au 17 octobre 2014, à l'atelier régional de formation des Agents Communaux de Développement (ACD) à l'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA) et à l'utilisation du progiciel PRO-ADP. 110 participants y ont pris part dont 31 communes représentées chacune par le secrétaire général et l'ACD.

Présence significative de la tutelle avec le Délégué Régional du MINEPAT, les 04 délégués départementaux, les 04 Chefs services du développement ainsi que les cadres du PNDP-Est. Il s'agissait de former ces acteurs sur la méthodologie d'actualisation du Plan d'Investissement Prioritaire (PIP) ; de présenter et expliquer l'environnement de PRO-ADP ; d'effectuer les travaux pratiques liés à l'utilisation du Progiciel ; d'élaborer un plan d'action de mise à jour de la base de données en rapport avec la situation de chaque commune. Ceci à travers des exposés visualisés en plénières, des travaux en groupes, une descente de terrain pour la prise des points GPS, la manipulation pratique du GPS et la manipulation pratique du PRO-ADP. ♦



Programme National de Développement Participatif



Ministère de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire

Le PNDP, la preuve concrète de la mise en oeuvre de la politique des « grandes réalisations » dans les zones rurales du Cameroun



*ans
du renouveau*

Depuis 2004, plus de 2 millions de Camerounais vivant en zone rurale ont vu leurs conditions de vie améliorées

- 329 plans communaux de développement ont été élaborés, dont 151 en cours d'actualisation
- Près de 500 agents financiers et agents de développement ont été recrutés dans les communes
- 178 salles de classe construites et équipées de 6600 tables-bancs pour les jeunes écoliers
- 877 puits d'eau aménagés pour alimenter des milliers de familles en eau potable
- 102 km de lignes moyenne tension et 80 km de ligne basse tension construites pour un meilleur confort
- 161 km de pistes rurales aménagées pour une plus grande circulation des biens et des personnes
- 32 centres de santé construits pour faciliter l'accès aux soins de santé
- 1726 actes de naissance et 1010 cartes nationales d'identité établis aux Pygmées.

... et c'est loin d'être fini !!!

CAMEROUN

LES INDICATEURS CLES DE L'ECONOMIE

LIBELLÉ	2011	2012	2013
I-DONNEES DEMOGRAPHIQUES			
Population totale (en milliers)	19 891	20 387	20 917
Densité de population (habitants/km ²)	41,8	42,9	44,0
II – DONNEES MACROECONOMIQUES			
PIB à prix courant (en milliards FCFA)	12 546	13 515	14 550
- PIB pétrole brut	941	1 075	1 096
- PIB hors pétrole brut	11 605	12 440	13 454
PIB /habitant (en milliers FCFA)	631	663	696
Taux de croissance réelle (%)	4,1	4,6	5,5
- PIB pétrole brut	-7,3	3,5	8,5
- PIB hors pétrole brut	4,6	4,6	5,3
Taux d'inflation (%)	2,9	2,4	2,1
Taux de croissance sectorielle (en %)			
- Secteur primaire	3,1	2,7	3,1
- Secteur secondaire	1,6	4,9	5,2
- Secteur tertiaire	5,5	5,5	6,7
Répartition sectorielle (en % du PIB à prix courant)			
- Secteur primaire	21,7	21,4	20,5
- Secteur secondaire	27,3	27,9	26,3
- Secteur tertiaire	43,2	43,1	45,6
Impôts et taxes moins subventions	7,8	7,6	7,6
Composantes de la demande (en % du PIB à prix courant)			
Consommation	87,5	88,4	87,3
- Privée	75,9	76,9	75,9
- Publique	11,6	11,5	11,4
Investissement	20,6	19,2	19,3
- Privé	18,2	16,9	16,9
- Public	2,4	2,3	2,4
Exportations de biens et services	18,4	18,8	18,6
Importations de biens et services	26,5	26,6	25,2

Finances publiques (en% du PIB à prix courant)			
Recettes budgétaires hors dons	16,9	16,8	16,8
- Pétrolières	5,1	4,9	4,9
- Non pétrolières	11,8	11,9	11,8
Dépenses	19,7	18,8	20,7
- Courantes	14,1	13,3	14
- En capital	5,5	5,5	6,7
Secteur Extérieur (en % du PIB à prix courant)			
Balance commerciale	-2,2	-1,0	-1,6
Solde compte courant	-2,8	-3,6	-3,7
Dettes publiques (en % du PIB)			
Stock total dette publique	16,1	15,3	16,0
- Dette publique intérieure	5,9	5,0	4,8
- Dette publique extérieure	10,2	10,3	11,1
Service total de la dette			
- Dette intérieure	0,6	0,9	0,8
- Dette extérieure	0,8	0,8	0,8
III – PRINCIPALES PRODUCTIONS AGRICOLES ET SYLVIQUES (en tonnes)			
Cacao en fèves	243 320	250 000	270 000
Café arabica	9 563	10 000	13 000
Café robusta	38 256	42 000	50 000
Caoutchouc	50 983	46 318	59 000
Coton masse	185 000	227 000	250 000
Coton fibre	61 392	82 124	99 691
Banane d'exportation	271 642	285 789	310 901
Ananas	165 471	167 853	170 000
Production de bois grumes (en milliers de m ³)	2 356	2 316	2 341
Exportation de bois grumes (en milliers de m ³)	575	519	618
Exportation de bois sciés (en milliers de m ³)	531	544	519
IV – INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT			
Réseau routier bitumé (en km)	5 371	5 504	5 548
Réseau ferroviaire (en km)	1 193	1 223	1 258

Source : Institut National de la Statistique. Tél. (237) 22 22 04 45 / 22 22 14 37.
Site web: www.statistics-cameroon.org



Une publication du Ministère de l'Economie,
de la Planification et de l'aménagement du Territoire
BP 660 Yaoundé - www.minepat.gov.cm
Tél.: (237) 22 22 09 22 - Fax : (237) 22 23 66 07